

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2023

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

UN NOUVEAU CANAL

Notre plateforme pour continuer
à suivre les enjeux et les défis de
la coopération internationale (p. 3)

UNE SEULE SANTÉ

Une approche reconnaissant l'interdépendance de
la santé animale, humaine et environnementale

TCHAD

Les jeunes formés pour œuvrer
en faveur du climat

AGRICULTURE NUMÉRIQUE

Les opportunités et les défis



UNE PAGE SE TOURNE



Chères lectrices, chers lecteurs,

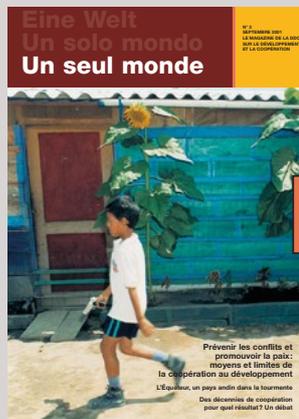
Bienvenue dans le dernier numéro du magazine *Un seul monde*, qui marque également le début d'une nouvelle ère. Cette publication trimestrielle a accompagné la DDC pendant vingt-six ans. D'abord sous forme papier uniquement, puis en version numérique également, la revue vous a présenté diverses facettes de la coopération internationale.

Dans des articles variés et bien documentés, nous avons abordé différents aspects de nos activités ainsi que les nombreux défis à relever. À travers ce dernier numéro, nous espérons encore une fois vous captiver avec des textes intéressants, souvent empreints d'une touche personnelle.

Les temps ont changé et, grâce au numérique, nous avons la possibilité d'atteindre un public plus large tout en produisant de manière plus moderne, plus rentable et surtout plus respectueuse de l'environnement.

Je tiens à vous remercier pour votre fidélité et votre soutien tout au long de ces années. Un grand merci également à notre rédaction et à notre équipe de journalistes, qui ont toujours su identifier et creuser des sujets pertinents.

UN SEUL MONDE 1998-2023



Ce voyage, que j'ai eu le plaisir d'accompagner au cours des trois dernières années et demie, touche aujourd'hui à sa fin.

Je me réjouis de découvrir un nouveau format et de continuer la route avec vous sur notre nouvelle plateforme virtuelle ddc.admin.ch/histoires à partir d'avril 2024. Pour rester informés de notre actualité dans l'intervalle, n'hésitez pas à vous inscrire à notre newsletter via ddc.admin.ch/newsletter.

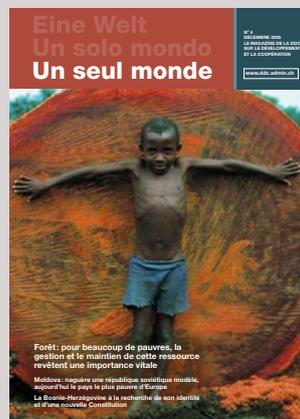
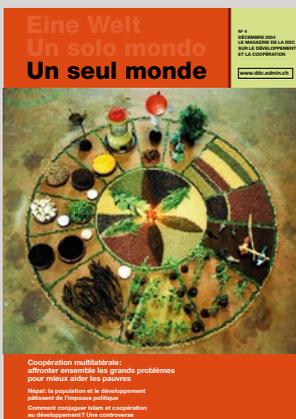
Nous nous réjouissons de vous accueillir sur notre nouvelle plateforme dès le printemps prochain.

Cordialement,

Patricia Danzi
Directrice de la DDC

NOTRE COMMUNICATION SE RENOUVELLE

Comment continuer à rendre compte des activités de la coopération internationale (CI)? C'est la question qui s'est posée lorsque la DDC a décidé de cesser la publication du magazine *Un seul monde* au terme de cette année. Un choix stratégique qui vise à renforcer la communication en ligne et à toucher un public plus jeune. Une revue imprimée ne semblait plus être le bon format. Des raisons de coûts ont également conduit à cette décision, alors que les coupes budgétaires ne devaient pas nuire à notre mission principale qui est de soutenir les populations sur le terrain. La DDC va néanmoins continuer à informer le public intéressé sur les thèmes de la CI via la page ddc.admin.ch/histoires à partir d'avril 2024. Nous concentrons ainsi les forces qui sont aujourd'hui investies dans le site de la DDC et celles engagées dans *un-seul-monde.ch*. Si vous souhaitez continuer à recevoir des informations de notre part, inscrivez-vous dès à présent à notre newsletter. Si vous souhaitez continuer à recevoir des informations de notre part, inscrivez-vous dès à présent à notre newsletter via ddc.admin.ch/newsletter. Nous espérons vous retrouver parmi nos fidèles lectrices et lecteurs! Pour toute suggestion, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante: info.deza@eda.admin.ch.



Carte blanche

COMMENT LE MONDE PERÇOIT L'AFRIQUE ET L'AFRIQUE SE PERÇOIT

Les récits au sujet de l'Afrique ont influencé la façon dont le monde perçoit l'Afrique et dont l'Afrique se perçoit. Alors que les interventions de la DDC continuent d'occuper le devant de la scène, il est indispensable d'examiner comment elle a dépeint le continent dans le passé et le décrit aujourd'hui.

De tous temps, les agences de développement internationales, et parfois même africaines, ont utilisé des stéréotypes négatifs dans leurs comptes rendus. Elles estimaient que la communication sur le développement devait montrer combien l'Afrique était sous-développée et pourquoi elle avait besoin d'aide.

S'il est important de souligner les améliorations apportées dans la communication et les représentations visuelles de la DDC, il est tout aussi nécessaire de relever les aspects qui ont pu être décontextualisés: des affirmations telles que «La Corne de l'Afrique compte parmi les régions du monde les plus fragiles et les plus exposées aux conflits» réduisent des pays à une image stéréotypée de guerre et recourent à des généralisations pour illustrer les défis.

Toutefois, une comparaison entre les rapports annuels 2011 et 2022 montre une évolution du contenu narratif et visuel de la DDC. En 2011, la communication était encore axée sur la thématique

conventionnelle de l'aide aux pays en développement. Les déclarations liminaires étaient généralement négatives soulignant le sous-développement des pays. Des phrases telles que «L'éducation publique en Afrique subsaharienne n'est guère en mesure d'assurer une formation de qualité» étaient monnaie courante.

Le complexe du sauveur

Le rapport 2011 met aussi en avant la bienveillance dans le cadre de l'aide aux pays en développement. Des déclarations telles que «La DDC et le SECO ont encore ouvert de nouvelles perspectives



© DDC

NATASHA KIMANI est responsable des partenariats et de la recherche chez Africa No Filter, une organisation qui lutte contre les stéréotypes négatifs sur l'Afrique. Elle est également une experte en matière de gouvernance et de décentralisation au Kenya. Pour *Un seul monde*, Natasha Kimani porte un regard critique sur les récits proposés par la DDC au sujet de l'Afrique et de la coopération au développement en général.



à des personnes vivant en Afrique...» reflètent une approche centrée sur les donateurs et négligent le rôle que les pays partenaires ont joué dans la réalisation des objectifs.

De 2011 à 2015, les rapports ont accordé peu d'attention aux partenariats et ont à peine mentionné les coopérations avec les Nations Unies. Ils laissaient entendre que seules les organisations de développement pouvaient résoudre les problèmes soulevés.

Néanmoins, le ton du rapport 2022 change du tout au tout. Par exemple, la contribution de la DDC au Fonds d'action sociale de Tanzanie est présentée

comme une composante d'un effort continu visant à réduire l'extrême pauvreté par le financement de travaux publics et l'amélioration des moyens de subsistance.

Un virage positif

En outre, un article sur la résilience de la population somalienne souligne que ce programme a joué un rôle clé dans le renforcement de la résilience des communautés pastorales face aux chocs climatiques. La transition menant de l'assistance au partenariat est davantage en accord avec le principe du développement collaboratif.

Les partenariats entre les organisations de développement et les pays africains devraient aller au-delà de la distribution de fonds et s'articuler autour des principes de confiance, de transparence et de réciprocité. La recherche active de partenariats avec des organisations africaines peut aider la DDC à construire des récits plus authentiques qui représenteront mieux les expériences vécues par les Africaines et Africains et préserveront la dignité de celles et ceux dont les histoires sont racontées. ■



DOSSIER

UNE SEULE SANTÉ



10 Impossible de transporter un chameau à moto

Dans la Corne de l'Afrique, les avantages de l'approche Une seule santé sont évidents.

18 Recherches éthiopiennes et suisses sur les zoonoses

Les travaux visent à améliorer les soins de santé des communautés nomades en Éthiopie.

20 Expertise helvétique

La Suisse est le pays qui fait le plus de recherche sur le thème Une seule santé par habitante et habitant.

22 «Nos valeurs doivent évoluer»

Entretien avec l'épidémiologiste ghanéen John H. Amuasi.

25 Faits et chiffres

UN SEUL MONDE en ligne:

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

TCHAD



26 Faire naître une conscience écologique

Comment la jeune génération tchadienne aborde le changement climatique.

30 Sur le terrain avec...

Fatimé Abdallah Mahamat, chargée de programme au Bureau de coopération suisse au Tchad.

31 Le combat héroïque des femmes tchadiennes pour leurs droits

Nocky Djedanoum évoque la détermination et la perspicacité des femmes de son pays.

DDC



32 Partenariats scientifiques entre le Nord et le Sud

Pour lutter contre la pauvreté, la Suisse finance un programme promouvant la recherche interdisciplinaire et transnationale.

34 La force de la diaspora

Depuis de nombreuses années, la République de Moldova subit une forte émigration économique: un problème, mais aussi une force.

36 Protéger les femmes et les filles d'abord

Au Myanmar, les violences basées sur le genre ont augmenté depuis le coup d'État militaire. Un programme offre un soutien aux survivantes.

FORUM



38 L'agriculture via smartphone

Le secteur agricole est entré dans l'ère du numérique. Une révolution qui offre des opportunités, mais pose aussi des défis.

41 De la démographie et du contrôle des naissances

Carte blanche: l'écrivain béninois Florent Couao-Zotti parle de la régulation de la population dans son pays.

CULTURE



42 L'art de ne jamais perdre l'humour

La production cinématographique géorgienne se distingue par un regard espiègle et une ironie fine.

- 2 Éditorial
- 4 Carte blanche de Natasha Kimani
- 7 Périscope
- 45 Service
- 47 Coup de cœur avec Elena Avdija
- 47 Impressum



© Sergi Reborador/WFP/Photos/Reactor/Inf

VERS UNE AGRICULTURE PLUS ÉQUITABLE

(zs) Si les agricultrices disposaient des mêmes droits et moyens que leurs homologues masculins, elles pourraient faire bondir le produit intérieur brut mondial de quelque 1000 milliards de dollars et réduire de 45 millions le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire. Telles sont les conclusions d'une récente étude menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le rapport souligne que les femmes sont confrontées à des conditions de travail souvent plus difficiles que celles des hommes. Leurs chances d'être propriétaires d'un bien foncier et d'accéder au crédit, à la formation ou aux nouvelles technologies sont moindres. De surcroît, elles perçoivent un salaire inférieur. Ces discriminations entraînent un écart de productivité de 24 %, alors que l'agriculture constitue la principale source de revenu des femmes dans de nombreux pays. Le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, insiste : « Si nous nous attaquons aux inégalités de genre qui sont endémiques dans les systèmes agroalimentaires et donnons aux femmes les moyens de s'autonomiser, nous ferons un grand pas vers les objectifs d'élimination de la pauvreté et l'avènement d'un monde libéré de la faim. »

PLUS DE FEMMES HAUT PLACÉES À L'ONU

(sch) L'ONU, dominée par les hommes ? La critique ne date pas d'hier, mais on ne disposait pas de données chiffrées significatives sur le sujet jusqu'ici. D'anciennes directrices d'organisations multilatérales ont publié en juillet un rapport du groupe GWL Voices consacré aux femmes dirigeantes dans un système multilatéral. Depuis 1945, 33 des principales institutions multilatérales, dont le Groupe de la Banque mondiale, le Secrétariat général de l'ONU, l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie, n'ont été dirigées par des femmes que pendant 12 % du temps. Treize de ces organisations, dont les quatre plus grandes banques de développement, ne l'ont jamais été. Malgré les avancées de ces dernières années, seul un tiers des 33 organisations étudiées compte une femme à sa tête. Le rapport est clair : l'égalité de genre est loin d'être une réalité au sein des structures des institutions

multilatérales, même si la plupart d'entre elles la réclament et ont développé des instruments à cet effet.

REBOISER LES CHAMPS AFRICAINS

(sam) En Afrique, un arbre sur trois environ pousse hors forêts, dans un champ ou un espace vert par exemple. C'est ce qu'a constaté une équipe internationale de l'Université de Copenhague. Pour un projet à long terme, les scientifiques ont réanalysé des images satellites grâce à l'intelligence artificielle. Les ordinateurs ont été programmés pour y reconnaître les arbres isolés, à partir d'une certaine taille, ce qui n'était pas possible jusqu'à présent. À terme, l'idée est d'établir une base de données mondiale répertoriant les arbres hors complexes forestiers, un objectif entravé jusqu'alors par le coût des installations, la diversité des définitions d'une « forêt » ou celle des méthodes de mesure. Ce procédé doit permettre de réexaminer les effets de l'utilisation des terres en dehors des zones forestières et de poser les bases de « solutions naturelles » au changement climatique. Parmi ces solutions, l'agroforesterie, qui consiste à planter des arbres dans et autour des surfaces cultivables.



© Gerdner/Robert Harding/Inf

SÉCHERESSES ARCHI-SÈCHES

(zs) Après les sécheresses classiques, place aux sécheresses éclair. Le réchauffement climatique intensifie non seulement les sécheresses, mais les fait également survenir plus soudainement, selon une étude publiée dans la revue *Science*. Les sécheresses éclair, qui pourraient être de plus en plus fréquentes, sont provoquées par un déficit de précipitations, couplé à une évaporation anormalement élevée de l'eau contenue dans le sol en raison de la chaleur. Contrairement aux sécheresses classiques, qui progressent relativement lentement, elles se déclenchent en quelques semaines seulement. Quoique plus courtes, elles ne sont pas moins dangereuses, car elles s'avèrent plus difficiles à prévoir. De plus, elles se révèlent éprouvantes pour la flore et la faune, qui n'ont pas le temps de

s'adapter au manque brutal d'eau. Ce qui peut entraîner « une réduction rapide de la productivité des écosystèmes » et contribuer au déclenchement d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des feux de forêt. Une seule solution : réduire, enfin, nos émissions de gaz à effet de serre, insistent les scientifiques des Universités de Nanjing (Chine) et de Southampton (Royaume-Uni).



© Dmitry Kozlovsky/NYTimes

LE GHANA SUBMERGÉ PAR LES FRIPES

(sam) Au Ghana, l'ONG The Or Foundation a créé un laboratoire pour les vêtements usagés, le No More Fast Fashion Lab. Objectif : établir une économie circulaire. Le pays d'Afrique de l'Ouest est submergé par un flot croissant de fripes venues d'Europe et des États-Unis. Il est actuellement le premier importateur mondial de vêtements usagés : quelque 15 millions d'habits débarquent chaque semaine au port de la capitale, Accra. Avec l'essor de la mode bon marché, beaucoup sont inutilisables et finissent dans la mer ou sur les plages. Pour infléchir cette tendance, The Or Foundation achète la marchandise aux importateurs et en tire des matériaux utiles via son laboratoire. Cette seule initiative permet déjà d'éviter à plusieurs centaines de kilogrammes par mois de finir à la décharge. En outre, le laboratoire offre des emplois à des marchandes ambulantes, à des couturières ou à des étudiantes et étudiants. L'organisation est aussi co-initiatrice de la campagne « Stop Waste Colonialism », qui promeut une économie circulaire équitable. <https://theor.org/work>



© Seth Xinhuar/eyevine/afif

GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES EN EAU

(sch) L'augmentation de la demande énergétique entraîne une utilisation accrue de l'énergie hydraulique à l'échelle mondiale. La plupart du temps cependant, les projets de barrages ont des effets néfastes sur les écosystèmes qui bordent les cours d'eau concernés. Menée par l'hydrologue Paolo Burlando, une équipe de chercheuses et chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) développe donc des modèles mathématiques pour une gestion intégrée et participative des ressources en eau. Simuler des scénarios devra permettre de réduire les conflits d'objectifs entre protection de la nature, production d'énergie et disponibilité de l'eau pour l'agriculture. Dans le cadre d'un projet de l'Union européenne nommé DAFNE, les modèles ont été testés avec treize partenaires de recherche européens et africains ainsi qu'avec des autorités et des exploitants de centrales, sur la base de deux cas concrets : le bassin hydrographique du Zambèze, en Afrique australe, et celui de l'Omo, entre l'Éthiopie et le Kenya. Dans le cas du Zambèze, les scientifiques ont pu démontrer qu'une meilleure coordination des exploitants de barrages par-delà les frontières suffirait déjà à augmenter la production d'électricité de 20%, sans conséquences néfastes sur les écosystèmes.



© Michael Dunke/robertandring/afif

DES SUBVENTIONS QUI DÉTRUISENT L'ENVIRONNEMENT

(sch) Dans un rapport de plus de 300 pages intitulé « Detox Development », des expertes et experts de la Banque mondiale ont analysé, à l'échelle du globe, l'ampleur des subventions néfastes pour l'environnement. Les conclusions sont glaçantes : les subventions explicites et implicites pour les combustibles fossiles, l'agriculture et la pêche dépassent 7000 milliards de dollars par an, ce qui équivaut en gros à 8% du PIB mondial. Aujourd'hui encore, les gouvernements investissent des milliers de milliards dans des subventions inefficaces aggravant la crise climatique : des fonds qui devraient être utilisés pour contrer le phénomène. En subventionnant les combustibles fossiles, les États dépensent six fois le budget prévu par l'Accord de Paris pour lutter contre le réchauffement planétaire. Ces aides financières sont aujourd'hui deux fois supérieures à celles qui encou-

ragent les énergies renouvelables. Les subventions agricoles dommageables entraînent chaque année la disparition de 2,2 millions d'hectares de forêts, soit 14% de la déforestation mondiale. Dans le domaine de la pêche, elles se chiffrent à plus de 35 milliards de dollars annuels et sont l'une des principales causes du surdimensionnement des flottes et du déclin des ressources. Le rapport montre également comment ces subventions pourraient être réaffectées pour réduire la pauvreté et protéger l'environnement.

BESOINS HUMANITAIRES CROISSANTS

(sch) Selon le rapport « Global Humanitarian Assistance Report 2023 », jamais autant de crises n'ont été sous-financées qu'en 2022, alors que la communauté internationale a investi 46,9 milliards de dollars dans l'aide humanitaire, soit un quart de plus que l'année précédente. Dans le même temps, le nombre de personnes dépendant de l'aide humanitaire a augmenté de presque un tiers. En 2022, deux fois plus de personnes étaient touchées par l'insécurité alimentaire que trois ans plus tôt. Cela s'explique principalement par la guerre en Ukraine et une crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique. Le soutien a essentiellement bénéficié à l'Ukraine (4,4 milliards de dollars). L'Afghanistan, le Yémen, la Syrie et l'Éthiopie ont reçu plus de 2 milliards chacun. Les États-Unis étaient de loin le principal donateur public, avec 15 milliards de dollars, suivis par l'Allemagne (5,3 milliards) et l'Union européenne (4,1 milliards). Une maigre part des fonds, 1,2%, a été directement attribuée à des acteurs nationaux ou locaux, malgré les efforts pour renforcer la localisation de l'aide humanitaire.



DIX RÉSERVES DE BIOSPHERE NOUVELLEMENT DÉSIGNÉES

(zs) L'Unesco vient de désigner dix nouvelles réserves de biosphère. Hormis une réserve en Allemagne, les nouvelles élues se trouvent toutes dans le Sud global: au Cameroun,

COUP DE CRAYON de Miguel Morales Madrigal (Cuba)



en Colombie, en Indonésie, au Kenya et en Ouganda, en Mongolie, au Pakistan, au Pérou, en République centrafricaine ainsi qu'en Tanzanie. À travers ce programme, « chaque réserve de biosphère encourage des pratiques locales innovantes qui visent à préserver la biodiversité, à sauvegarder les écosystèmes et à lutter contre le dérèglement climatique (...) », souligne l'Unesco. Au Cameroun, la forêt tropicale de Korup, vieille de plus de 60 millions d'années, est l'une des plus anciennes d'Afrique. Dotée d'une grande diversité de paysages, allant des forêts de basse altitude aux forêts subtropicales de montagne, elle abrite une importante population de primates africains, parmi lesquels le gorille de la rivière Cross, en danger critique d'extinction. Plus de 30 000 personnes y vivent également. Trente-deux villages participent à la gestion de la forêt via un processus collaboratif de façon à renforcer la participation communautaire et à améliorer les moyens de subsistance locaux. Avec les nouvelles désignations, le Réseau mondial compte désormais 748 sites dans 134 pays, dont 23 transfrontaliers.

DOSSIER UNE SEULE SANTÉ

IMPOSSIBLE DE TRANSPORTER UN CHAMEAU À MOTO PAGE 12
RECHERCHES ÉTHIOPIENNES ET SUISSSES SUR LES ZOOSES PAGE 18
EXPERTISE HELVÉTIQUE PAGE 20
« NOS VALEURS DOIVENT ÉVOLUER » PAGE 22
FAITS ET CHIFFRES PAGE 25

De nombreuses familles agropastorales vivent dans la région frontalière entre la Somalie, le Kenya et l'Éthiopie. Elles dépendent fortement de la santé de leurs animaux et de l'environnement pour leur survie.

© VSF





IMPOSSIBLE DE TRANSPORTER UN CHAMEAU À MOTO

Dans la Corne de l'Afrique, les populations pastorales vivent à proximité de leurs bêtes et sont donc particulièrement exposées aux zoonoses. L'approche « Une seule santé » tient compte des interactions entre les animaux, les êtres humains et l'environnement via la collaboration interdisciplinaire en santé publique. Un projet transfrontalier impliquant des communautés pastorales en Somalie, en Éthiopie et au Kenya met en évidence les avantages de cette vision holistique.

Texte : Samuel Schlaefli

Aday Sheik Oumer, 42 ans, est mère de huit enfants et vit à Arda Ola, dans la région Somali du sud-est de l'Éthiopie. La ville la plus proche, Moyale, qui compte un centre de santé avec du personnel qualifié, se situe à une vingtaine de kilomètres. Lorsque l'un des enfants ressentait de graves crampes

d'estomac, risquait de contracter la rage à cause d'une morsure de chien ou de développer une infection dangereuse à la suite d'une blessure, Aday Sheik Oumer devait jusqu'à récemment se faire conduire en ville à moto sur une piste remplie de nids-de-poule.

L'aller-retour lui coûtait huit dollars: une grosse somme pour une femme issue d'une communauté pastorale en Éthiopie. Mais la situation a changé: depuis 2020, le village d'Arda Ola est régulièrement visité par du personnel de santé, soutenu par l'ONG Vétérinaires sans frontières Suisse (VSF Suisse). Pour Aday Sheik Oumer et la population villageoise, la possibilité de faire examiner et soigner également leurs chameaux, chèvres et bovins à l'unité de santé mobile s'avère particulièrement importante.

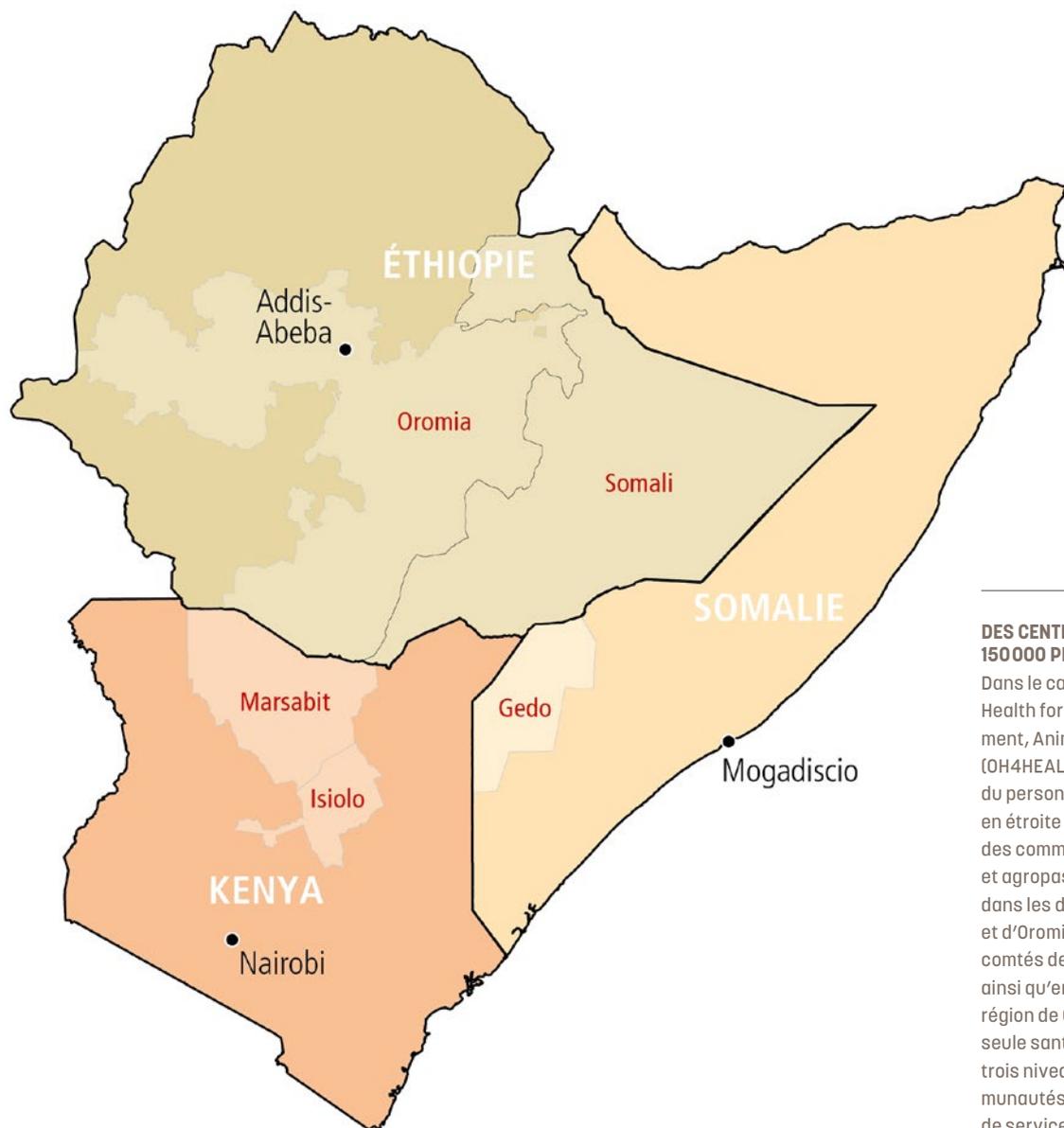
Proximité risquée avec les animaux

Dans la Corne de l'Afrique, plus de 30 millions de personnes pratiquent le pastoralisme ou l'agropastoralisme: elles accompagnent les chameaux, vaches, chèvres et moutons sur les pâturages, combinant parfois ce mode de



Deux vétérinaires soignent et vaccinent une chèvre malade.

© VSF



DES CENTRES POUR 150 000 PERSONNES

Dans le cadre du projet One Health for Humans, Environment, Animals and Livelihoods (OH4HEAL), prévu sur douze ans, du personnel de santé travaille en étroite collaboration auprès des communautés pastorales et agropastorales : en Éthiopie, dans les deux régions de Somali et d'Oromia ; au Kenya, dans les comtés de Marsabit et d'Isiolo ; ainsi qu'en Somalie, dans la région de Gedo. L'approche Une seule santé est implémentée à trois niveaux : au sein des communautés, chez les prestataires de services publics et privés ainsi qu'au niveau politique et socio-économique. Actuellement, seize unités One Health sont actives dans les trois pays, desservant une population de près de 150 000 personnes avec plus de quatre millions d'animaux d'élevage sur une superficie d'environ 17 000 km². Le projet OH4HEAL est dirigé par Vétérinaires sans frontières Suisse en collaboration avec Amref Health Africa et l'International Livestock Research Institute (ILRI). Il est financé par la DDC, l'Agence italienne de coopération au développement (AICS), l'Union européenne ainsi que l'ONG suisse Biovision. Le budget de la première phase qui s'étale sur quatre ans, jusqu'en 2024, s'élève à huit millions de francs ; la moitié du montant est assumée par la DDC.

vie à la culture de céréales, de légumes ou de fourrages. La région frontalière entre l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie partage une même culture et les délimitations des États n'ont pas grande importance au quotidien. Pour leur survie et leurs revenus, les populations dépendent du bien-être des animaux et vivent en proximité avec eux. Cela implique une vulnérabilité aux zoonoses, des maladies infectieuses transmises par les bêtes aux êtres humains (voir encadré p. 14).

« Dans chacun des trois pays, les communautés pastorales sont désavantagées au sein du système de santé », explique Metalign Ayehu, responsable de programme chez VSF Suisse. Depuis son

bureau d'Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, il dirige le projet trinational OH4HEAL (voir encadré) basé sur l'approche Une seule santé (One Health en anglais) et cofinancé par la DDC.

Les distances à parcourir constituent un obstacle, car les centres de santé et les services vétérinaires peuvent se trouver à 40 kilomètres des communes. Les hôpitaux sont parfois encore plus éloignés. Les moyens de transport font défaut et les routes sont souvent en mauvais état. « Il fallait de toute évidence associer les personnes à la planification de notre projet et faire preuve d'innovation pour que nos services de santé atteignent les populations là où elles se trouvent », relève Metalign Ayehu.



Un médecin examine une femme dans une unité mobile.

© VSF

LES ZOOSES, UN RISQUE MONDIAL

Le terme zoonose est une fusion des deux mots grecs : « zoon », qui signifie animal, et « noson », qui veut dire maladie. Une zoonose est une maladie qui se transmet de l'animal à l'humain (zooanthroponose) ou, plus rarement, de l'humain à l'animal (anthropozoonose). La transmission peut se faire directement (par exemple, la rage transmise par une morsure de chien) ou par un hôte intermédiaire (par exemple, le virus du Nil occidental, présent à l'origine chez les oiseaux sauvages et transmis à l'humain par les moustiques : on parle alors de zoonose indirecte). Les agents pathogènes qui passent des animaux aux humains sont surtout des virus comme le VIH ou le SRAS-CoV-2 et des bactéries comme celles de la tuberculose, de la maladie de Lyme ou de l'anthrax. La transmission s'effectue par contact direct avec le sang, la salive, les matières fécales ou d'autres fluides corporels d'animaux vivants ou morts, notamment lors de l'abattage d'animaux sauvages sur les marchés. Un autre mode de transmission concerne l'eau ou les aliments d'origine animale comme le lait, les œufs et la viande insuffisamment cuite.

Dans un premier temps, le projet a mis en place des plateformes d'innovation multipartites (MSIP) dont les membres sont des anciens du village, des groupes de femmes, des jeunes, des paysannes, des chefs religieux et du personnel de santé. Ces plateformes se réunissent une fois par mois et discutent de ce

que peut faire la communauté pour améliorer la santé de la population et des animaux : construire des latrines publiques, rénover un poste de santé ou encore cultiver du fourrage pour les animaux, par exemple. Au total, 27 MSIP de ce type ont été établies dans la zone d'influence du projet. Metalign Ayehu est fier de constater que plus de 40 % des membres des MSIP sont aujourd'hui des femmes : « Notre objectif est de 50 % ».

La deuxième innovation concerne les One Health Units (OHU) : « Ces unités réunissent les services de santé animale, humaine et environnementale selon l'approche Une seule santé », explique



Metalign Ayehu. Médecins et vétérinaires y travaillent main dans la main et sont formés par des collaboratrices et collaborateurs de VSF Suisse ou d'autres ONG participant au projet OH4HEAL. Selon les conditions locales, les OHU sont installées dans un bâtiment ou des caravanes qui suivent les communautés pastorales à travers leurs déplacements.

Des synergies pour de meilleurs soins

Il existe aussi des OHU mixtes, qui ont à la fois un emplacement fixe et des équipes mobiles visitant les communautés éloignées comme celle d'Arda Ola, le village d'Adoy Sheik Oumer en Éthiopie. En revanche, le personnel de santé ne peut pas se rendre en Somalie voisine, du fait de la présence de groupes armés et d'attaques fréquentes. C'est pourquoi deux OHU se sont installées à Gedo, dans le sud du pays. «La population sait désormais où nous trouver,

même si l'accès est très difficile», indique Metalign Ayehu.

Anthony Odhiambo est médecin auprès de l'ONG Amref Health Africa, basée à Nairobi et faisant partie du projet OH4HEAL. Il est responsable des activités au Kenya. Six OHU mobiles sont actives à Marsabit et à Isiolo, près de la frontière éthiopienne. Elles disposent de véhicules tout-terrain remplis de médicaments, de vaccins et d'autres équipements essentiels. L'équipe comprend au moins un chauffeur, un ou une spécialiste en santé animale, une personne spécialisée en santé humaine et, si possible, un conseiller ou une conseillère agricole. «La distance entre deux communautés peut atteindre une centaine de kilomètres, relate Anthony Odhiambo. Les équipes passent généralement la nuit sur place. Elles vaccinent et soignent à la fois les animaux et les personnes malades. Le lendemain, elles visitent la communauté suivante.»

En voyageant et en travaillant ensemble, les médecins et les vétérinaires exploitent les synergies et économisent des coûts de transport et de logistique. Cette offre de soins mobile incite les personnes qui font soigner leurs animaux à se faire examiner en même temps, ainsi que leur famille. «Sinon, les gens ont tendance à consulter quand il est déjà trop tard», observe le médecin.

Cela s'explique notamment par une particularité culturelle: selon la vision des communautés pastorales de la Corne de l'Afrique, la santé des êtres humains se trouve entre les mains de Dieu, tandis qu'elles-mêmes sont responsables de celle des animaux. Parce que les troupeaux assurent la nourriture des fa-

milles, beaucoup se soucient davantage de la santé des bêtes que de la leur.

Anthony Odhiambo mentionne encore un autre avantage des OHU mobiles: les zoonoses sont plus rapidement détectées. Les régions de Marsabit et d'Isiolo sont régulièrement touchées par des foyers de rage, de fièvre de la vallée du Rift, de leishmaniose, d'anthrax ou de brucellose, cette dernière infection étant la plus fréquente. Son agent pathogène est transmis par les chameaux, les bovins, les chèvres ou les moutons infectés à leurs propriétaires. Le principal symptôme est la fièvre, souvent associée à des frissons et à des nausées.

CONTRE LES PANDÉMIES ET LES RÉSISTANCES AUX ANTIBIOTIQUES

Dès les années 1960, le vétérinaire américain Calvin Schwabe invente le concept One Medicine qui implique une étroite collaboration entre la médecine vétérinaire et la médecine humaine, disciplines partageant les mêmes bases scientifiques. Au fil des années, ce concept a évolué pour devenir l'approche One Health en intégrant la dimension de l'environnement. Ses avantages sont largement reconnus au niveau des Nations Unies. Depuis 2010, une coopération technique a été établie autour du principe Une seule santé entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). D'abord axée sur la grippe aviaire, la rage et les résistances aux antibiotiques, cette collaboration s'est étendue à Ebola et au Covid-19. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) s'est joint aux efforts en 2020. Depuis mai 2021, un comité d'expertes et d'experts nommé One Health High Level Expert Panel (OHHLEP) travaille sur la prévention des zoonoses et des pandémies.



Vaccination en Éthiopie sur place, loin des centres de santé les plus proches, qui se trouvent souvent à plus de 40 kilomètres.

© VSF



Un groupe de femmes a construit une installation hydroponique à partir de matériaux de récupération pour cultiver elles-mêmes des céréales fourragères, sans terre et avec peu d'eau.

© VSF

Les vaccins existants pour les animaux ne sont généralement pas disponibles dans les zones reculées.

Cinq saisons sans pluie

Si un foyer de brucellose se déclare aujourd'hui dans la région, les vétérinaires en informent leurs collègues des OHU. Ceux-ci avertissent les communautés et leur conseillent de faire bouillir le lait des animaux pour tuer l'agent pathogène et éviter les infections. Le lait non pasteurisé constitue la principale voie de transmission.

«Les petits changements de comportement sont souvent la meilleure prévention», note Anthony Odhiambo. L'adaptation prend néanmoins du temps, car de nombreuses communautés pas-

torales sont convaincues que le lait de chamelle frais est meilleur et plus sain que le lait bouilli.

Outre le risque de zoonoses, les populations de la Corne de l'Afrique sont particulièrement touchées par la crise climatique. «Les régions où nous travaillons vivent actuellement la cinquième année consécutive sans saison des pluies», souligne Anthony Odhiambo. Lorsqu'il a rendu visite en mai aux partenaires du projet à Marsabit, partout, des squelettes d'animaux morts de soif jonchaient le sol.

Selon les estimations, la sécheresse a tué environ 75% des animaux d'élevage. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition est reparti à la hausse ces dernières années. Au fil des siècles, les communautés de la Corne de l'Afrique ont appris à vivre avec les périodes de sécheresse. «Mais, aujourd'hui, les anciens affirment que le temps n'est plus prévisible. Les sécheresses qui se produisaient tous les dix ans sont aujourd'hui beaucoup plus fréquentes.»

Les prévisions météorologiques et climatiques pour la région aride entre la

Somalie, le Kenya et l'Éthiopie sont difficiles à établir. Entre les stations de mesure, il y a souvent plusieurs centaines de kilomètres et les données historiques météorologiques manquent. Dans le cadre du projet, treize stations météorologiques ont été installées à Marsabit et à Isiolo, en collaboration avec le service météorologique national du Kenya. Le personnel des OHU relève chaque jour le niveau de précipitations et la température maximale. Une fois par semaine, les données sont envoyées via une application à un spécialiste en Italie pour analyse.

Les communautés discutent ensuite des résultats avec des spécialistes du service météorologique. «Nous voulons faire converger le savoir traditionnel local sur le climat avec les connaissances scientifiques des météorologues», commente Anthony Odhiambo. L'objectif



est d'adapter les itinéraires de migration à la chaleur et à la disponibilité de l'eau, mais aussi de pouvoir semer les céréales appropriées à la bonne période.

Éviter les doublons

La première phase quadriennale de OH4HEAL se terminera l'an prochain et sera suivie de deux autres phases jusqu'en 2032. «Notre objectif à moyen terme est de développer les OHU à l'échelle de toute la région, en étroite collaboration avec le gouvernement», déclare Metalign Ayehu. Il n'est pas

question de «mettre en place des structures parallèles au système de santé public», poursuit-il. Les unités One Health doivent, au contraire, devenir une partie intégrante du système de santé national. Des One Health Task Forces se sont ainsi créées au niveau des districts. Les autorités responsables de la santé, de l'environnement, du bien-être animal et de l'agriculture y discutent des questions relatives au système de santé public.

Les gouvernements sont très ouverts à l'approche Une seule santé, assure Metalign Ayehu. En Éthiopie, un comité national Une seule santé existe depuis plusieurs années. Au Kenya, une Zoonotic Diseases Unit, qui réunit des vétérinaires et des médecins, a été créée dès 2011. Quant à la Somalie, elle a désigné un responsable Une seule santé au niveau national. Mais la situation

sécuritaire accapare les ressources et empêche l'avancement des travaux. Le projet est néanmoins très bien accueilli par les autorités au niveau des districts.

Les principaux obstacles au développement des OHU à l'échelle de la région sont le manque de financement et la sécheresse. Malgré le retour de la pluie et des prairies ces derniers mois, la plupart des familles sont très affaiblies et n'ont pratiquement plus d'animaux. «Les responsables des autorités compétentes disent ne plus pouvoir investir dans l'approche Une seule santé, tout l'argent ayant été investi dans l'aide d'urgence», déplore Metalign Ayehu. Grâce à un fonds de crise de la DDC, le projet a pu mobiliser 890 000 francs d'aide d'urgence en 2022 et 2023 pour soutenir les communautés via des paiements directs et du fourrage.

Certaines plateformes MSIP ont commencé à construire des installations hydroponiques avec des matériaux de récupération pour permettre aux familles de cultiver elles-mêmes des céréales fourragères, sans terreau et avec très peu d'eau utilisée en circuit fermé. «Un mode de culture très prometteur, estime Metalign Ayehu. Avec un kilo de semences, il est possible de récolter sept kilos de fourrage en une semaine en n'utilisant que trois litres d'eau.» Un système appelé à être mis en œuvre dans d'autres communes à l'avenir.

Malgré le désespoir et l'immensité des défis, Metalign Ayehu en est convaincu: le projet OH4HEAL se trouve sur la bonne voie. Il en veut pour preuve les réactions dans les communes. Lors de sa dernière visite dans le village d'Arda Ola, Aday Sheik Oumer lui a dit que, pour la première fois, les femmes bénéficiaient d'un suivi de grossesse sur place et surtout que les animaux étaient désormais mieux soignés. Car si l'on peut conduire une femme enceinte ou un enfant blessé au centre de santé le plus proche à moto, c'est impossible pour un chameau malade. ■

Un médecin informe et sensibilise les familles pastorales sur les zoonoses, maladies infectieuses transmises par les animaux aux humains.

© VSF



RECHERCHES ÉTHIOPIENNES ET SUISSES SUR LES ZONNOSES

Des chercheuses et chercheurs de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) travaillent en étroite collaboration avec des collègues de l'Université de Jigjiga, dans la région Somali. Leur objectif : améliorer les soins de santé des communautés nomades en Éthiopie.

(sch) Yahya Osman vit et travaille à Jigjiga, la capitale de la région Somali en Éthiopie, dont les pays limitrophes sont la Somalie, le Kenya et Djibouti. La vie de quelque sept millions d'habitantes et habitants de la région est marquée par l'insécurité alimentaire, le manque d'eau, la sécheresse, les infrastructures lacunaires et l'érosion des sols.

Yahya Osman est vétérinaire et épidémiologiste à l'Université de Jigjiga. Il observe avec inquiétude les maladies

infectieuses qui se transmettent des animaux aux êtres humains (zoonoses) : « Depuis le début de l'année, nous avons eu des épidémies de rage dans deux districts, avec plus de 50 personnes infectées, indique-t-il. Deux personnes sont mortes à la suite de morsures de chien. » Une épidémie d'anthrax, maladie souvent mortelle chez les animaux comme chez les humains, a été récemment enregistrée. « La dynamique des épidémies évolue avec le changement climatique, explique le vétérinaire. Les sécheresses, comme celles de ces dernières années, sont souvent suivies par des épidémies zoonotiques. »

Les communautés pastorales et agropastorales de la région Somali survivent grâce à leurs animaux et à l'agriculture. Elles se nourrissent principalement de produits d'origine animale. En situation de détresse, il leur arrive d'abattre et de manger des bêtes malades, faute d'alternatives. Cela favorise la propagation de maladies infectieuses zoonotiques telles que la rage, l'anthrax, la brucellose, la tuberculose bovine, la fièvre Q ou la fièvre de la vallée du Rift.

Partenariat pour améliorer la santé publique

Yahya Osman, qui participe à l'initiative Une seule santé de l'Université de Jigjiga (Jigjiga University One Health Initiative, JOHI), effectue actuellement un doctorat en épidémiologie à l'Université de Bâle. Le projet JOHI est le fruit d'une coopération entre l'Université de Jigjiga, l'Institut de recherche Armauer Hansen à Addis-Abeba et l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH), associé à l'Université de Bâle.

JOHI est né d'une idée de la vétérinaire suisse Rea Tschopp, qui vit en Éthiopie, et de Jakob Zinsstag, professeur d'épidémiologie au Swiss TPH et pionnier One Health (voir encadré). Leur objectif est de développer des capacités de recherche et une expertise Une seule santé à l'Université de Jigjiga pour améliorer la santé de la population mal desservie en région Somali. Grâce au programme d'échange mis sur pied, des doctorantes et doctorants éthiopiens peuvent se former à l'Université de Bâle. Ce projet de recherche et de développement d'une durée de douze ans (2015-2026) est financé par la DDC.

L'élément central du projet est la mise en place de stations intégrées de surveillance des maladies, au sein desquelles médecins et vétérinaires travaillent en étroite collaboration. La première station a été inaugurée en 2017 : une simple construction en argile avec des cartes détaillées sur les murs et deux ordinateurs sur une table – l'un pour le médecin, l'autre pour le vétérinaire.

Cette proximité physique permet de faire circuler les informations entre les deux disciplines médicales. Toutes les données de la surveillance des zoonoses dans le district sont rassemblées dans cette station. Lorsque les analyses d'échantillons de lait mettent en évidence des phlébovirus, qui sont à l'origine de la fièvre de la vallée du Rift, les communautés vivant dans les environs sont averties dès que possible. Le virus, qui se transmet à l'être humain via le lait, le sang ou les moustiques, peut provoquer des infections cérébrales et des hémorragies internes fatales dans 50% des cas. Deux autres stations de surveillance du même type ont été ouvertes

REPORTAGE MULTIMÉDIA SUR UN PIONNIER ONE HEALTH

Le professeur d'épidémiologie Jakob Zinsstag dirige le groupe One Health au Swiss TPH à Bâle : il est responsable, avec Rea Tschopp, du projet JOHI de la DDC. Vétérinaire de formation, il soutient depuis plus de vingt ans les États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud dans la lutte contre les zoonoses. Il fait partie des pionniers du concept Une seule santé et a abondamment publié sur le sujet. Un reportage multimédia sur le thème Une seule santé documente les efforts de Jakob Zinsstag sur plusieurs mois. Réalisé par Seraina Hügli et Lucas Pfister, tous deux graphistes, et le journaliste Samuel Schlaefli, ce travail a été couronné par le Prix Média 2022 des Académies suisses des sciences. Les sept chapitres du reportage sont disponibles en accès libre, en allemand et en anglais, sur www.onehealthstory.com.



dans d'autres districts, toujours en étroite collaboration avec les autorités locales, indique Yahya Osman.

Gestion durable des pâturages

Seid Mohamed Ali fait également partie des scientifiques de Jigjiga ayant effectué leur doctorat à l'Université de Bâle. Après des études de géographie, il s'est spécialisé dans la santé environnementale et travaille en particulier sur l'évolution des pâturages. « Dans la région Somali, la nourriture des animaux de rente provient presque à 100% des pâturages, explique-t-il. La santé des communautés pastorales dépend donc directement de l'état de cet écosystème. » Un écosystème sous pression, notamment en raison de la croissance démographique et du surpâturage qui favorise la propagation des espèces invasives. « Le bois de ces espèces devient de plus en plus dense et l'herbe a tendance à disparaître », constate le chercheur.

À cela s'ajoute la sécheresse prolongée qui frappe la Corne de l'Afrique. « Les

animaux meurent de soif et de faim, mais aussi des plantes toxiques qu'ils mangent. » Un autre problème concerne la disparition des plantes médicinales, traditionnellement utilisées pour soigner les humains et les animaux.

Le géographe travaille actuellement à la mise en place d'un système d'alerte précoce qui doit associer le savoir traditionnel aux technologies modernes et créer les conditions d'une gestion plus durable des terres. Il analyse des images satellites pour identifier le plus tôt possible les zones dont la flore se développe de manière problématique, les régions qui devraient être protégées et celles où il reste des pâturages et de l'eau pour les animaux. « Les distances à franchir dans la région Somali sont énormes. D'où l'importance pour les communautés pastorales de se renseigner à temps sur la situation dans les différentes zones. »

La collaboration avec les collègues de Bâle profite aux étudiantes et étudiants de toute la région, relève Seid Mohamed Ali. Les quatre doctorantes et docteurs formés dans le cadre de l'initiative

La vie des populations dans la région Somali, en Éthiopie, est marquée par l'insécurité alimentaire et le manque d'eau.

© Christoph Goedan/laif

JOHI enseignent aujourd'hui le concept Une seule santé à des étudiantes et étudiants en master à Jigjiga et au Somaliland voisin. L'objectif à moyen terme est de créer, dans le cadre de l'université, « un centre de recherche et d'enseignement Une seule santé qui encouragera les collaborations avec des facultés du monde entier ». ■

EXPERTISE HELVÉTIQUE

La Suisse est le pays qui mène le plus de recherches sur le thème Une seule santé par habitante et habitant. C'est aussi celui qui compte le plus d'organisations actives dans le secteur médical, selon l'Institut de santé globale à Genève.

(sch) La pandémie de Covid-19 a fait près de sept millions de morts en un peu plus de trois ans, provoquant une série de crises humanitaires et socio-économiques. C'est pourquoi l'approche Une seule santé, qui intègre la prévention, la surveillance et la lutte contre les nouveaux agents pathogènes zoonotiques, suscite un grand intérêt dans la communauté internationale. Pourtant, aucun accord international ne mentionne explicitement le concept Une seule santé en lien avec les pandémies.

« Traditionnellement, la lutte contre les épidémies et les pandémies était axée sur une réponse ciblée, ce qui est

très important, explique Rafael Ruiz de Castañeda, codirecteur de l'unité One Health à l'Institut de santé globale de l'Université de Genève. Mais la prévention est souvent négligée. » L'approche Une seule santé permet de prendre des mesures pour empêcher la transmission de pathogènes entre les animaux, l'environnement et les êtres humains.

Recherche et expérience diplomatique

Sur mandat du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Rafael Ruiz de Castañeda a réalisé une méta-

analyse des initiatives nationales et internationales de lutte contre les nouvelles maladies zoonotiques. Pour cette étude à l'interface entre science et politique, il a travaillé avec une trentaine de spécialistes Une seule santé nationaux et internationaux. Les résultats ont été publiés en septembre 2022 dans un Policy Brief, un document de politique générale de 27 pages. « La Suisse est un lieu d'excellence scientifique et de tradition diplomatique, explique le chercheur. Elle joue un rôle unique dans la promotion de la santé mondiale. » Le pays pourrait ouvrir la voie en favorisant la perspective Une seule santé: il abrite le siège de l'Organisation mondiale de



la santé (OMS) à Genève et compte plus de 400 ONG, dont beaucoup s'engagent pour la santé mondiale. De plus, Une seule santé constitue une priorité de la coopération suisse au développement.

Autre atout helvétique: l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH). Depuis des décennies, cette institution pionnière mène des recherches sur les interventions Une seule santé dans le Sud global.

En 2020 et 2021, pendant la pandémie de Covid-19, aucune autre nation n'a autant publié sur l'approche Une seule santé que la Suisse, si l'on rapporte le volume de ses publications au nombre de ses habitantes et habitants, souligne le Policy Brief à l'aide d'une analyse bibliométrique. Selon Rafael Ruiz de Castañeda, la Suisse dispose du « cocktail parfait » pour faire progresser l'approche Une seule santé sur la scène internationale.

Le rôle de la coopération internationale

La crise du Covid-19 a montré que les pays en développement étaient les plus durement touchés par les effets d'une pandémie. Leurs systèmes de santé fragiles menacent de s'effondrer, et la pauvreté s'aggrave.

Les auteurs du Policy Brief proposent de renforcer l'expertise suisse en matière de recherche ainsi que les instruments diplomatiques de coopération internationale. Pour prévenir les pandémies et y faire face, le dialogue interdisciplinaire réunissant tous les

acteurs concernés, la formation du personnel diplomatique sur les questions Une seule santé et la diffusion de cours en ligne accessibles gratuitement dans le monde entier (Massive Open Online Courses, MOOC) sur ces thèmes doivent être renforcés.

Selon Rafael Ruiz de Castañeda, les expertes et experts du Sud doivent être davantage associés aux discussions mondiales sur la lutte contre les pandémies. « C'est dans l'hémisphère sud que l'on trouve les meilleurs exemples de mesures One Health en santé publique, affirme-t-il. Les succès devraient être diffusés le plus largement possible, car nous pouvons en tirer de nombreux enseignements. »

D'après lui, il faut repenser la promotion de la recherche en Suisse. Dans son analyse des projets soutenus par le Fonds national suisse (FNS) en 2020 et 2021, il a constaté que la majorité des moyens alloués en lien avec le Covid-19 avaient été consacrés à la médecine, notamment aux sciences médicales et à la biologie. Les questions de sciences sociales, primordiales pour l'approche transdisciplinaire Une seule santé, n'ont été abordées que dans 23 des 125 projets analysés.

Autre aspect problématique: sur 28 coopérations internationales de recherche, seules six ont été menées avec des pays du Sud, alors que les sources potentielles de virus zoonotiques se trouvent souvent dans ces pays et que la population locale est celle qui souffre le plus des effets d'une épidémie ou d'une pandémie. « Les maladies infectieuses et les pandémies ne connaissent pas de frontières, rappelle Rafael Ruiz de Castañeda. La recherche et les initiatives politiques Une seule santé devraient toujours être coordonnées et pensées à l'échelle internationale. » ■

Le Policy Brief « Catalysing One Health with Swiss diplomacy » est disponible à l'adresse suivante: <https://gspi.ch/activities/policy-brief-catalysing-one-health-with-swiss-diplomacy>

UNE SEULE SANTÉ AU NIVEAU FÉDÉRAL

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les épidémies en 2016, les spécialistes des offices fédéraux, des cantons, de l'armée et de la recherche se rencontrent régulièrement dans le cadre du sous-organe One Health. En août 2023, le Conseil fédéral a adopté un rapport sur la coopération internationale de la Suisse en matière de lutte contre les zoonoses. Le document avait été rédigé en réponse à un postulat de la Commission de politique extérieure du Conseil national. Sur la base des résultats du Policy Brief (voir article) et d'autres études et synthèses, le rapport du Conseil fédéral souligne l'importance d'une démarche holistique et d'une réponse coordonnée au niveau international en matière de zoonoses. La collaboration au niveau fédéral doit être renforcée en vue d'une meilleure application de l'approche Une seule santé. Ceci, en association avec tous les acteurs concernés, notamment la communauté scientifique et la société civile. Selon le rapport, la coopération internationale de la Suisse est bien préparée pour relever ces défis.

Le rapport « Mesures pour enrayer la propagation des zoonoses et lutter contre leurs causes » est disponible sur le site Internet du Conseil fédéral (www.admin.ch).

Une Éthiopienne subit un test de dépistage du Covid-19 à Addis-Abeba. La recherche suisse doit être renforcée en vue de la prévention des pandémies.

© Michael Tewelde/Yinhua/eyevine/laif

« NOS VALEURS DOIVENT ÉVOLUER »

L'épidémiologiste ghanéen John H. Amuasi, coprésident de The Lancet One Health Commission, est l'un des acteurs les plus influents sur le sujet. Selon lui, l'économie, la politique de santé mondiale et l'éducation doivent évoluer en profondeur.

Entretien : Samuel Schlaefli

Monsieur Amuasi, vous êtes médecin. Comment vous êtes-vous intéressé à l'approche Une seule santé, concept développé par un vétérinaire ?

La santé de la population mondiale m'a toujours intéressé. C'est pourquoi j'ai également fait des études en santé publique. La démarche Une seule santé correspondait très bien à ma façon de corrélérer les choses. En 2012, pour ma thèse de doctorat rédigée aux États-Unis, j'ai participé à un grand projet de l'Université du Minnesota financé par

l'agence USAID. Nous avons étroitement collaboré avec plusieurs États africains pour améliorer leur système de santé grâce à une approche Une seule santé. Il y a quatre ans, j'ai été élu coprésident de la commission One Health de la revue scientifique *Lancet* et je continue donc de creuser le sujet. Avec Ebola et le SRAS-CoV-19, deux virus d'origine zoonotique, le concept Une seule santé intéresse le monde entier et notre commission est très sollicitée.

La commission réunit des biologistes, des historiennes et historiens, des médecins ainsi que des économistes travaillant sur les questions de santé mondiale. Comment faire avancer cette thématique ?

Notre commission préconise un changement lent mais radical: un « radical slow change » qui transformerait la société en profondeur. Si nous voulons atteindre le but ultime d'une seule santé, à savoir disposer de systèmes socio-écologiques sains et durables,



nous devons également changer le système économique. Il faut favoriser une évolution lente pour ne pas provoquer des conditions chaotiques. Aujourd'hui, nous savons toutes et tous qu'en continuant comme avant nous courons à la catastrophe. Le réchauffement climatique est sans doute l'expression la plus évidente du problème. L'approche Une seule santé implique un changement fondamental de notre perception et de nos systèmes de valeurs. Mais ce changement ne peut pas se limiter à l'échelle locale. Les accords internationaux et la coopération des organisations de l'ONU jouent un rôle essentiel. L'engagement des agences nationales de développement s'avère tout aussi important, car elles cofinancent les institutions onusiennes, la Banque mondiale et d'autres organisations multilatérales qui travaillent sur l'approche Une seule



© Yaw Afrim Gyebi

JOHN H. AMUASI a grandi au Ghana et étudié la médecine à la Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST) à Kumasi. Il a ensuite obtenu un doctorat à la University of Minnesota School of Public Health, aux États-Unis. Aujourd'hui, il enseigne à la KNUST et dirige le groupe de recherche sur la santé mondiale et les maladies infectieuses au Centre de recherche collaborative en médecine tropicale de Kumasi. Il est aussi directeur exécutif du Secrétariat du Réseau africain de recherche sur les maladies tropicales négligées (ARNTD). Ses travaux portent sur l'amélioration des systèmes de santé, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Depuis 2020, John H. Amuasi est coprésident de The Lancet One Health Commission, un réseau de spécialistes qui se penche sur les questions globales en lien avec l'approche Une seule santé.

Des paysans indiens lors de leur travail dans les champs. John H. Amuasi demande que les interdépendances entre les êtres humains, les animaux et l'environnement soient intégrées à tous les niveaux de l'enseignement dans le monde entier.

© Christoph Stramba-Badiali/Haytham-REA/laif



santé. Elles pourraient toutefois améliorer leur impact en demandant que les initiatives et les projets qu'elles soutiennent soient conformes aux objectifs One Health.

Quelles sont les interdépendances entre la santé, les valeurs et l'économie ?

Nous continuons de mesurer la croissance et le progrès par le produit intérieur brut, le PIB. Dans cette optique, une forêt primaire n'a aucune valeur en soi. Ce n'est que lorsque les arbres sont abattus, expédiés et vendus qu'ils obtiennent une valeur économique. Il en va de même pour les minéraux du sol, qui acquièrent une valeur économique au moment de leur exploitation. Dans la perspective Une seule santé, la notion de PIB crée des incitations fatales, car elle encourage des activités telles que le défrichage des forêts, qui ont inévitablement des effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement. En repensant les gains financiers, le capital et la prospérité, le système économique ne favoriserait plus la destruction et les maladies qui en découlent, mais stimulerait les activités bénéfiques à la santé humaine, animale et environnementale.

Comment le changement radical et lent que vous prônez devrait-il s'opérer ?

Au sein de la commission, nous nous concentrons sur trois aspects. D'abord, de nouvelles conceptions du succès économique et de nouveaux indicateurs pour mesurer celui-ci s'avèrent nécessaires. Ensuite, le deuxième aspect important est la politique internationale. Le Covid-19 a fait émerger l'idée d'un accord mondial sur les pandémies. Les États membres de l'OMS y travaillent actuellement. Les objectifs sont les suivants : faciliter l'échange de données, mieux financer la recherche et le développement, en particulier pour la surveillance des virus zoonotiques, et développer des systèmes d'alerte précoce. La distribution équitable des vaccins doit faire également partie d'un tel accord. Mais certains États ont pesé de tout

leur poids pour revoir les ambitions à la baisse.

Par crainte de perdre leur souveraineté en matière de lutte contre les pandémies ?

Oui. En Occident, les États ont adopté des attitudes très différentes face à la pandémie. Ils se sont basés sur les avis de leurs spécialistes de santé. Un accord mondial signifierait peut-être qu'ils ne pourraient plus fermer leurs frontières à leur gré ou retenir des doses de vaccins dont ils n'ont pas besoin.

Quel est le troisième aspect essentiel pour la mise en œuvre globale de l'approche Une seule santé ?

L'éducation. À tous les niveaux de l'enseignement, dans le monde entier, nous devrions intégrer les interdépendances et les liens entre les humains, les animaux et l'environnement. Les élèves ainsi que les étudiantes et étudiants d'aujourd'hui occuperont plus tard des postes à responsabilité, que ce soit dans la finance, la santé publique ou l'ingénierie, et devront contribuer à ce changement lent mais radical grâce à leurs connaissances. Il est nécessaire de développer une conception partagée pour un système socio-écologique sain et durable.

En Afrique, de nombreux pays ont connu des épidémies bien avant l'apparition du SRAS-CoV-2, Ebola par exemple. L'Europe peut-elle profiter de leur expérience pour prévenir les pandémies ?

Oui et non. L'Afrique compte actuellement plus de gouvernements disposant d'une stratégie Une seule santé que l'Europe. Ces cadres réglementaires ont souvent été mis en place grâce au soutien de bailleurs de fonds européens ou américains, généralement de pays qui ne possèdent pas encore de stratégie de ce type. Le problème est que, lorsque les flux financiers se tarissent, l'intérêt des ministères africains pour l'approche Une seule santé tend à diminuer. Je ne suis pas certain que les nombreux pays

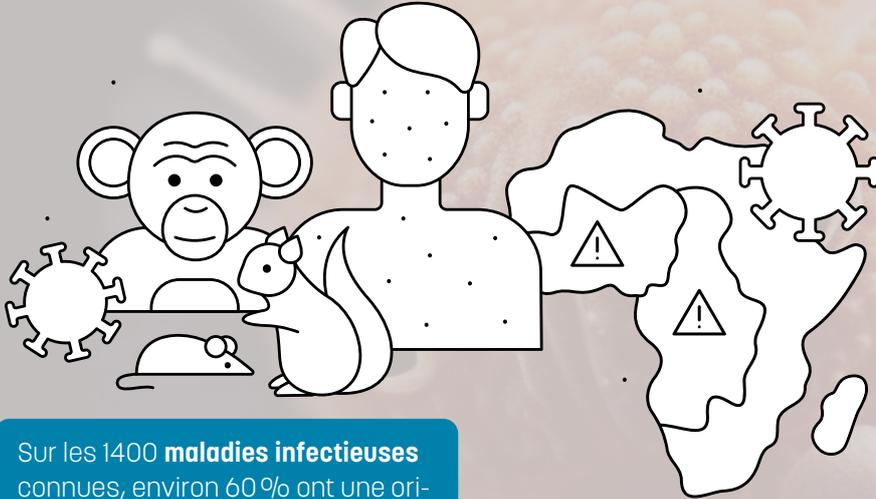
africains qui disposent d'une stratégie Une seule santé soient véritablement acquis au concept et aient reconnu sa nécessité.

Pendant la pandémie de Covid-19, il semblait pourtant que les États africains étaient mieux préparés que les pays européens. Une conséquence de la démarche Une seule santé ?

Non, on ne peut pas dire cela. Si l'on analyse la propagation du virus au plus fort de la pandémie, on ne voit aucune différence entre les pays africains et occidentaux. L'Afrique a même connu une propagation plus élevée à certaines périodes. Le fait que le taux de mortalité et le nombre d'hospitalisations aient été moins élevés à un endroit plutôt qu'à un autre s'explique principalement par des réactions immunitaires différentes. La recherche apporte de plus en plus de preuves à ce sujet. ■

FAITS ET CHIFFRES

L'approche Une seule santé et la prévention des pandémies



Sur les 1400 **maladies infectieuses** connues, environ 60 % ont une origine animale. Pour les maladies récentes à forte propagation, ce chiffre atteint même 75 %. Pratiquement toutes les pandémies (grippe espagnole, VIH/sida, Covid-19) ont pour origine des zoonoses.

Entre 2011 et 2018, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé 1483 **épidémies** dans 172 pays, dont la grippe, le SRAS, Ebola, la peste, Zika et la fièvre jaune. Un virus aussi contagieux que celui de la grippe espagnole (1918) se propagerait aujourd'hui en moins de 36 heures dans une population mondiale quatre fois plus importante qui voyage fréquemment en avion. Avec de lourdes conséquences : panique, déstabilisation politique, effondrement économique et 50 à 80 millions de morts.

Selon les spécialistes, il existerait 1,7 million de virus encore inconnus **chez les mammifères et les oiseaux**. Entre 540 000 et 850 000 de ces virus auraient un potentiel zoonotique et pourraient se propager à l'humain.

Quelque 53 % des épidémies mondiales de nouvelles maladies infectieuses entre 1996 et 2009 concernaient **le continent africain**. Avant même le Covid-19, près de deux millions de personnes mouraient chaque année de maladies zoonotiques, surtout dans les pays les plus pauvres.

Chiffres clés

Fondée sur les données provenant de 139 pays, une analyse de la Banque mondiale de 2012 établissait qu'une surveillance combinée de la santé humaine et animale selon la stratégie Une seule santé permettait d'économiser 10 à 30 % des coûts initiaux et **20 à 40 %** des coûts récurrents, notamment sur les appareils, le personnel et les infrastructures.

La rage tue environ **60 000** personnes par an, surtout en Afrique et en Asie. Des décès évitables, comme le prouve la campagne de vaccination intégrée en deux temps, menée en 2013 par le Swiss TPH dans la capitale tchadienne N'Djaména sur environ 1,5 million de personnes et 35 000 chiens : la rage a pu être temporairement éradiquée.

D'après une étude de la Banque mondiale publiée en 2022, les coûts d'une prévention mondiale des pandémies axée sur l'approche Une seule santé seraient de **10,3 à 11,5 milliards de dollars par an**, contre environ 30 milliards pour la préparation traditionnelle à une pandémie, un montant presque trois fois plus élevé.

Sources et liens

Un rapport de la Banque mondiale d'octobre 2022 synthétise les arguments humanitaires, écologiques et économiques en faveur de l'approche Une seule santé. Ses autrices et auteurs recommandent vivement aux gouvernements d'investir davantage dans ce domaine.

<https://www.worldbank.org/en/news/feature/2022/10/24/one-health-approach-can-prevent-the-next-pandemic>

Rapport du Conseil mondial de la biodiversité (IPBES) publié en 2020 concernant l'impact de la perte de biodiversité sur le risque de pandémie.

<https://zenodo.org/record/4311798>

Étude de l'OMS et de la Banque mondiale sur le risque mondial de pandémie (2019).

<https://www.gpmb.org/annual-reports/annual-report-2019>

Étude du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'International Livestock Research Institute (ILRI) sur la prévention des pandémies (2020).

<https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/108707>

Informations essentielles sur l'approche Une seule santé et les initiatives de l'OMS.

https://www.who.int/health-topics/one-health#tab=tab_1



FAIRE NAÎTRE UNE CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE

Le Tchad est considéré comme l'un des pays les plus touchés par le réchauffement climatique. Les effets se font ressentir dans tous les domaines de la vie. Dans cet État du Sahel, un petit groupe de militantes et militants met tout en œuvre pour sensibiliser davantage aux questions environnementales.

Texte : Helena Kreiensiek

Joël Yodoyman brandit fièrement son téléphone portable: «Voilà l'un de nos enfants experts», s'exclame-t-il. La vidéo montre une fillette de neuf ans en pleine présentation. Le micro grésille un peu, mais elle ne se laisse pas dérouter. D'une voix claire, elle explique avec assurance comment renforcer la sécurité d'un foyer de cuisson. «Ne laissons pas le feu détruire notre environnement», conclut-elle sous les applaudissements du public.

La fillette intervenant dans cette vidéo est membre de l'association tchadienne Espaces Verts du Sahel (EVS), une organisation locale qui œuvre en faveur de la protection de l'environnement. «Chez nous, ce sont surtout les enfants et les jeunes qui sont au premier plan, explique Joël Yodoyman (39 ans). Les enfants d'aujourd'hui occuperont les postes à responsabilité de demain. Nous voulons faire d'eux des pionnières et pionniers de l'écologie.» Depuis plus de dix ans, le fondateur d'EVS s'engage en faveur de la protection de l'environnement au Tchad et fait ainsi partie du

noyau dur des quelques militantes et militants écologistes actifs dans ce pays d'Afrique centrale.

La moitié de la population a moins de 15 ans

«Au Tchad, il est question de survie, déclare Joël Yodoyman. Je ne peux reprocher à aucun père de famille de ne pas être attiré par le militantisme écologiste alors que tout ce qu'il a en tête, c'est comment payer l'écolage de ses enfants et où dénicher le prochain repas.» Pourtant, la population entière ressent les effets du changement climatique. Il est donc d'autant plus important, souligne-t-il, que la génération suivante grandisse déjà avec une conscience écologique et en intègre les concepts au quotidien de manière ludique. Dans ce pays du Sahel, les enfants et les jeunes représentent une grande part de la population, dont près de la moitié a moins de 15 ans.

Selon l'Indice global d'adaptation de l'Université Notre Dame (Indiana), le Tchad fait partie des pays les plus touchés par le réchauffement planétaire. Il est aussi l'un des plus pauvres. Les effets sont particulièrement sensibles dans la région du lac Tchad, note Roméo Koïbé. Des années durant, dans le cadre de son doctorat consacré aux réfugiés climatiques, ce chercheur a collecté

des données sur ce lac. Autrefois l'un des plus grands d'Afrique, le lac Tchad a perdu quelque 90% de sa superficie depuis les années 1960. La baisse du niveau des eaux et des réserves de poissons entraîne des conflits pour les ressources et une paupérisation accrue. La population tchadienne, qui vit à 80% de l'agriculture, est durement touchée par l'alternance de périodes de sécheresse, plus nombreuses, et de précipitations violentes. Pour illustrer l'irrégularité croissante de ces précipitations, Roméo Koïbé donne un exemple: cette année, la capitale, N'Djaména, n'a pratiquement pas vu une goutte d'eau, alors que l'année précédente les pluies y étaient diluviennes. De plus en plus souvent, les jeunes gens abandonnent l'agriculture et la pêche traditionnelles pour tenter leur chance dans la capitale. «Ce qu'on observe ici, c'est une véritable migration climatique vers les villes. Bien souvent, cependant, elle se solde par des déceptions», déplore Roméo Koïbé. La situation économique du pays est loin d'être rose.

Des mouvements de protestation nés de la frustration

Si le Tchad exploite son pétrole depuis 2003, la population ne bénéficie quasiment pas de cette manne. La capitale elle-même n'est pas à l'abri du manque d'hôpitaux, d'accès à de l'eau propre et à

Le Tchad est l'un des pays les plus touchés par le réchauffement planétaire. De nombreux réfugiés climatiques vivent autour du lac Tchad, qui a perdu 90% de son volume au cours des dernières décennies.

© Baris Heger/Report Digital-REA/laif

l'électricité. La frustration vis-à-vis du gouvernement autocratique, la répartition inégale des ressources et le taux de chômage élevé des jeunes, associés à une pauvreté extrême, ont été les éléments déclencheurs des protestations qui ont secoué tout le pays le 20 octobre 2022, explique également Helga Dickow, collaboratrice scientifique à l'Institut Arnold Bergstraesser de Fribourg-en-Brisgau (D). «Le Tchad a une longue expérience de la guerre civile, mais jamais on n'avait déploré autant de victimes en un seul jour», commente la politologue.

Marqué par les manifestations, ce jour d'octobre s'est gravé dans les mémoires sous le nom de «jeudi noir». La riposte du président par intérim, Mahamat Idriss Déby Itno, a été sans merci. «Toute tentative d'opposition a été tuée dans l'œuf», déclare Helga Dickow. De-



JEUDI NOIR

Surnommée «jeudi noir» par la population tchadienne, la journée du 20 octobre 2022 a été le théâtre de protestations de masse dans l'ensemble du pays. Mahamat Idriss Déby Itno venait d'annoncer la prolongation de la période de transition à 24 mois et sa candidature potentielle aux prochaines élections présidentielles. Parvenu au pouvoir en avril 2021 après le décès subit de son père, il avait dissous le Parlement, abrogé la Constitution et s'était autoproclamé chef du Conseil militaire de transition, promettant la tenue d'élections libres dans un délai de 18 mois. Ce jour-là, des milliers de personnes ont manifesté pour rappeler à Mahamat Idriss Déby sa promesse. Les manifestations ont été brutalement réprimées. Selon les autorités, 50 personnes ont été tuées et 300 blessées. D'après les organisations de défense des droits humains, les chiffres seraient presque deux fois plus élevés. Aucune enquête indépendante n'a été menée à ce jour sur les événements.

puis, rares sont les personnes qui osent prendre position en public sur la politique, mais la frustration générée par des conditions de vie difficiles demeure.

Comme beaucoup de compatriotes, Joël Yodoyman a longuement recherché un emploi après ses études. Puis il a mûri l'idée de développer lui-même des modules pour expliquer le changement climatique aux autres. «J'ai réuni mes amis et nous avons fondé une association en 2012. Quelques années plus tard, c'est devenu une organisation officiellement enregistrée», raconte-t-il.

Aujourd'hui encore, de nombreux jeunes Tchadiennes et Tchadiens font la même expérience que Joël Yodoyman à l'époque. Trouver du travail n'est pas facile. Le marché de l'emploi est restreint, et les salaires sont maigres. Dans cette région autour du lac Tchad juste-

ment, la situation économique tendue et le manque de perspectives font que les groupes terroristes armés n'ont aucune peine à recruter des jeunes. «Appartenir à un groupe rebelle est devenu une véritable industrie au Tchad», résume Ulf Laessing, responsable du programme Sahel de la fondation Konrad Adenauer. Les interactions entre conflit et changement climatique sont évidentes: ce dernier agit comme un multiplicateur sur les différents défis auxquels est confronté le pays.

Luttes de répartition pour les zones de pâturage

Régulièrement, des conflits éclatent entre la population sédentaire, au sud, et les peuplades de bergers nomades, au nord. Pendant des siècles, à la saison sèche, les bergers menaient leurs trou-



Une communauté peule avec des zébus. Des conflits éclatent régulièrement entre la population sédentaire et les peuples nomades en raison des pâturages.

© Franck Charton/hemis.fr/laif

peaux dans le sud, pour regagner le nord au moment des pluies. Or, cette symbiose n'existe plus. « Comme il ne pleut pas et que la nourriture manque, les éleveurs s'attardent de plus en plus dans les zones agricoles du sud », explique Joël Yodoyman. Ceci mène régulièrement à des luttes de répartition quant à l'utilisation des zones de pâturage et des points d'eau. Les familles paysannes, elles, sont confrontées à des sols de plus en plus arides et ensablés, avec de maigres rendements.

Roméo Koïbé a pu le constater lors de ses séjours de recherche: « Les rares arbres susceptibles d'enrayer le proces-

sus d'ensablement sont abattus les uns après les autres, faute de sources d'énergie alternatives tout simplement. » De plus, le nombre d'armes en circulation ne cesse de croître et les confrontations se soldent régulièrement par des décès. Nombreux sont les bergers à s'armer, ne serait-ce que pour protéger leurs bêtes: le vol de bétail est un marché florissant. « Ce recours aux armes a envenimé le conflit entre les communes. Le vrai problème, c'est le changement climatique mais, comme je l'ai déjà dit, pour chacune et chacun, il est question de survie », souffle Joël Yodoyman.

L'espoir des enfants ambassadeurs

Avec une équipe de huit collaboratrices et collaborateurs ainsi que 117 bénévoles, Espaces Verts du Sahel s'attache donc à transmettre aux jeunes des connaissances sur le réchauffement planétaire. Par le passé, les enfants les plus engagés sont déjà parvenus à décrocher des bourses. En outre, l'organisation délègue régulièrement un pool d'enfants ambassadeurs à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP). Comme sur la vidéo montrée par Joël Yodoyman, filles et garçons ont alors la possibilité de donner une voix aux jeunes Tchadiennes et Tchadiens sur la scène internationale.

« Lorsque je rends visite à l'une de nos écoles et que je vois la génération suivante d'expertes et experts en changement climatique œuvrer pour l'environnement, mon cœur fait un bond », se réjouit Joël Yodoyman. Il n'est pas rare que l'un des arbres à l'ombre duquel les filles et les garçons des clubs écologiques se retrouvent aujourd'hui ait été planté par des élèves des volées précédentes. « Et cela, c'est aussi un signe d'espoir. » ■

** Correspondante indépendante à l'étranger, Helena Kreiensiek est basée à Kampala, en Ouganda. Vivant en Afrique de l'Est depuis 2020, elle se penche sur des thèmes d'actualité qui concernent le continent.*

LE TCHAD EN BREF

Nom
République du Tchad

Capitale
N'Djaména

Population
Environ 17 millions d'habitantes et d'habitants (en 2021), dont quelque 23 % dans les villes

Ethnies
Sara: 28 %
Arabes: 12 %
Daza: 11 %
Mayo-Kébbi: 10 %
Kanem-Bornou: 9 %
Ouaddaï: 9 %
Hadjarai: 7 %
Tandjilé: 7 %
Fitri-Batha: 5 %
Autres: 2 %

Langues
Arabe et français

Répartition par âge
0-14 ans: 47,4 %
15-64 ans: 50,6 %
65 ans: 2 %



Sur le terrain avec...

FATIMÉ ABDALLAH MAHAMAT

CHARGÉE DE PROGRAMME AU BUREAU DE COOPÉRATION SUISSE AU TCHAD

Propos recueillis par Zélie Schaller

Je travaille pour la coopération suisse à N'djaména, la capitale du Tchad, depuis février 2019. Chaque matin, vers sept heures, je me rends au bureau en taxi moto: c'est le moyen le plus facile et accessible. La circulation est dense à cette heure-là. Les gens vont au travail, les femmes au marché, les enfants à l'école. Le trajet dure une dizaine de minutes sur une route en mauvais état: l'an passé, des précipitations plus fortes que la norme saisonnière se sont abattues sur le pays durant la saison des

sources hydriques via la cartographie de ces dernières: des cartes et des données sont produites pour améliorer la gestion des eaux souterraines et de surface.

Moi-même, je suis responsable des projets dans les domaines du développement économique et de la sécurité alimentaire. Je me rends plusieurs fois par année sur le terrain pour apprécier les avancées et recueillir les témoignages des bénéficiaires.

plusieurs secteurs: l'agriculture, la couture, l'électricité et l'énergie solaire, la maçonnerie, la restauration de proximité, le bois, la réparation d'engins à deux roues ou encore la soudure. Dans ce dernier domaine, les jeunes apprennent à fabriquer des charrues et différents types d'outils qu'utilisent les agricultrices et agriculteurs. Une activité qui réjouit autant la jeunesse que le monde paysan. ■



© DDC

pluies, provoquant des inondations sans précédent. Outre les routes dégradées, des centaines de maisons et quelque 2700 hectares de cultures ont été détruits par les rivières en crue.

Pays sahélien et enclavé, le Tchad est particulièrement touché par les effets du réchauffement planétaire. Au-delà des inondations, une grande partie du territoire souffre d'une pénurie chronique d'eau. La population rurale, qui vit de l'agriculture et de l'élevage – les deux mamelles de l'économie nationale comme on les appelle ici –, est considérablement affectée. Pour renforcer la résilience du pays face aux aléas climatiques, la DDC soutient le développement des connaissances sur les res-

D'ordinaire, après la consultation de mes courriels et une petite pause avec les collègues surnommée «BUCO matin» (ndlr: BUCO est l'acronyme de Bureau de coopération), je m'attaque à mes dossiers. Au Tchad, le système de production agricole est rudimentaire et les rendements faibles. Le pays est régulièrement confronté à l'insécurité alimentaire et aux mécontentements sociaux qui en découlent. Pour accroître la production et les revenus des familles paysannes, la Suisse leur facilite l'accès à des semences de qualité et adaptées à l'environnement. L'Institut tchadien de recherche agronomique pour le développement (ITRAD) travaille sur des semences améliorées, notamment de mil, de maïs, d'arachides et de sorgho. Celles-ci sont ensuite multipliées par des productrices et producteurs et des organisations semencières pour assurer leur disponibilité sur les marchés. Quelque 200 000 exploitations sont visées par le projet.

Un autre projet dont je m'occupe concerne la formation et l'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes déscolarisés ou non scolarisés. Des centres leur offrent des cursus à la fois théoriques et pratiques, à l'image du système d'apprentissage dual pratiqué en Suisse. Les programmes concernent

DIALOGUE POLITIQUE

Le Tchad, qui affiche un taux de pauvreté élevé, est un pays prioritaire de la coopération suisse. Celle-ci accompagne le pays d'Afrique centrale vers une diminution de la fragilité. Outre les services sociaux de base, la formation professionnelle, l'agriculture ainsi que la sécurité alimentaire, les activités de la DDC se concentrent également sur la paix et la prévention de la violence. Dans le contexte de la transition politique au Tchad et des tensions dans les États voisins, la consolidation de la paix s'avère essentielle. La Suisse renforce les mécanismes de résolution des conflits.

Voix du... Tchad

LE COMBAT HÉROÏQUE DES FEMMES TCHADIENNES POUR LEURS DROITS

Depuis l'année de l'indépendance du Tchad en 1960 jusqu'à ce jour, on peut reconnaître aux femmes leur détermination à gagner année après année le combat pour leurs droits légitimes et l'autonomisation. Le chemin qui leur reste à parcourir pour l'égalité hommes-femmes demeure néanmoins encore long.

Il est loin le temps où il était interdit aux femmes tchadiennes issues de certaines communautés du sud du pays de

manger la chair du poulet. Jusqu'au début des années 1970, aussi bien dans le milieu rural qu'urbain, la majorité des femmes de ces communautés n'avait pas le droit de partager avec la gent masculine les succulents morceaux du fameux gallinacé.

Quelle était la raison de cet interdit alimentaire? Dès l'instant où cela ne relevait pas du totem ou du fait religieux, force est de reconnaître qu'il s'agissait tout simplement de l'égoïsme des hommes. Une discrimination comme tant d'autres que les femmes ont subies et subissent encore dans certains domaines.

Aujourd'hui, les choses ont beaucoup évolué au Tchad, même si le gésier est la partie du poulet que certaines femmes ne mangent toujours pas sous prétexte que ce morceau, pourtant apparemment insignifiant, appartient strictement au père de famille. Avec le temps et surtout depuis la guerre civile de 1979, la société tchadienne a connu un grand bouleversement qui a profité d'une certaine manière à l'autonomisation de la gente féminine. Dans de nombreux foyers, la femme est devenue la cheffe de famille. C'est elle qui, grâce à ses nombreuses activités génératrices de revenus, apporte la nourriture à la maison. Certains jours, pour se faire plaisir, elle achète un poulet qu'elle égorge elle-même.

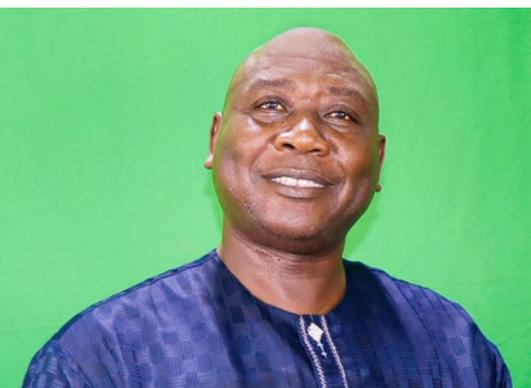
Selon une récente étude menée par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) intitulée «Femmes, autonomisation et consolidation de la paix et de la sécurité au Tchad», il ressort que, ces dernières années, la tendance est de plus en plus à l'autonomisation des femmes, quand bien même les violences basées sur le genre viennent entacher

leur lutte. Aussi bien dans le milieu urbain que rural, les femmes s'adonnent à la transformation (huile de karité et d'arachide, fabrication de savon, jus de fruits), à la commercialisation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture, ainsi qu'à l'artisanat.

Sylvie Neloumta vient de terminer ses études de journalisme à l'Université de N'Djaména. Après avoir effectué un stage dans une station de radio locale, elle s'adonne au commerce des légumes. Elle confie avec une pointe de fierté dans le regard qu'elle vend des céleris, des carottes, des choux, des aubergines et des courgettes notamment.

Au niveau politique, un décret a instauré un quota de 30% pour les femmes dans les nominations et instances de prise de décision. De nombreuses voix revendiquent pourtant la parité. Fatimé Amissane Lamana, 46 ans, est cheffe d'entreprise et conseillère nationale de transition. «Soucieuse du vivre ensemble, j'ai commencé très tôt la lutte sociale en tant que présidente de l'Association des étudiants tchadiens au Cameroun. Je suis sur tous les fronts pour rendre les femmes libres et capables dans tous les secteurs de la vie», a-t-elle déclaré au FNUAP. En sa qualité de leader au sein de la Fédération des unions des groupements de coopératives du Chari-Baguirmi, elle organise l'entraide collective dans les domaines aussi variés que l'artisanat, l'inclusion financière et la production de l'huile d'arachide.

Il n'y a pas de doute, le combat héroïque des femmes tchadiennes pour leurs droits n'est pas prêt de s'arrêter. ■



NOCKY DJEDANOU est diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille (France). Fondateur de Fest'Africa, festival de littérature et des arts africains, le Tchadien est aussi auteur de plusieurs pièces de théâtre et d'essais. Il est connu pour avoir initié le projet «Rwanda: écrire par devoir de mémoire», qui a réuni une dizaine d'écrivaines et écrivains africains au pays des mille collines et débouché sur la publication de dix œuvres sur le génocide de 1994. Il réside au Tchad, où il a organisé en novembre Fest'Africa Monde, le festival mondial du berceau de l'humanité.



PARTENARIATS SCIENTIFIQUES ENTRE LE NORD ET LE SUD

Promouvoir la recherche interdisciplinaire et transnationale pour lutter contre la pauvreté et contribuer à la réalisation des objectifs fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU : tels sont les principaux buts du programme r4d financé par la Suisse.

Texte : Luca Beti

Lancé en 2012 par la DDC et le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), le programme suisse Research on Global Issues for Development (r4d) a soutenu des projets dans 50 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. «C'était une initiative en avance sur son temps, car elle encourageait l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité ainsi que la recherche axée sur le développement au moyen de collaborations scientifiques Nord-Sud», explique Mirjam Macchi, conseillère politique de la DDC pour les questions liées à la recherche et à l'Agenda 2030.

Le programme a appuyé les travaux axés sur les conflits sociaux, l'emploi, la sécurité alimentaire, les écosystèmes, la promotion de la sécurité et la santé publique. En outre, il a mis l'accent sur l'information et la mise en œuvre pratique des résultats.

Le projet HIA4SD est l'une des 57 initiatives de recherche promues par le programme r4d, dirigé par l'Institut tropical et de santé publique suisse

(Swiss TPH) et réalisé en collaboration avec d'autres institutions partenaires en Afrique et en Suisse. Le projet visait principalement à encourager le dialogue politique autour de l'extraction de matières premières naturelles dans quatre pays africains. L'objectif recherché? Réduire les effets négatifs de ce secteur sur la santé publique, en menant systématiquement un processus d'évaluation.

Renforcement des réseaux

«Les États sont tenus par la loi de réaliser une étude d'impact environnemental avant de réaliser un grand projet d'infrastructure, tel qu'une mine, indique Mirko Winkler, de Swiss TPH. Cela dit, l'évaluation d'impact sur la santé est rarement effectuée de manière rigoureuse.» L'équipe de recherche, composée de deux doctorants suisses et de quatre confrères africains, a examiné les points forts et les limites des pratiques d'évaluation actuelles au Burkina Faso, au Ghana, au Mozambique et en Tanzanie. Par la suite, elle a encouragé le dialogue avec les autorités politiques pour intégrer l'évaluation de l'impact sur la santé (Health Impact Assessment, HIA) dans le processus d'autorisation des projets.

«Actuellement, des efforts spécifiques sont déployés dans les quatre pays africains participant au projet pour ancrer

l'HIA dans la législation et le droit», relève Mirko Winkler. À l'instar de HIA4SD et comme l'indique un rapport d'évaluation, les autres projets soutenus par r4d ont également permis le développement des capacités en matière de recherche et d'innovation, la formation de plus de 200 jeunes chercheuses et chercheurs dans des contextes transnationaux et interdisciplinaires, ainsi que le renforcement des partenariats et des réseaux entre les mondes scientifiques du Nord et du Sud. ■

RECHERCHE ORIENTÉE VERS LES SOLUTIONS

La DDC et le Fonds national suisse de la recherche scientifique ont renouvelé leur partenariat jusqu'en 2030 en lançant le projet Solution-Oriented Research For Development (SOR4D). Ce dernier, basé sur le Programme suisse de recherche dédié aux enjeux mondiaux (r4d), met l'accent sur l'impact grâce à l'implication des acteurs du développement dans les consortiums de projets. Le but principal est de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU. Pour les cinq premières années (2022-2026), le budget total du programme s'élève à 19,3 millions de francs.

Dans la région de Geita, en Tanzanie, des mères et des femmes en âge de procréer discutent des effets de l'exploitation minière sur la santé.

© Andrea Leuenberger

LA FORCE DE LA DIASPORA

Depuis de nombreuses années, la République de Moldova lutte contre l'émigration de ses citoyennes et citoyens. La diaspora constitue cependant un fort potentiel pour le développement du pays.

Texte : Samanta Siegfried

Lorsqu'elle quitte la République de Moldova pour une année d'études en Angleterre, Victoria Dunford a 21 ans. Elle projette de retourner ensuite dans son pays, mais la vie en décide autrement. Victoria Dunford se marie et vit depuis sur l'Île de Wight, dans le sud de la

Grande-Bretagne. «Je passe toutes mes vacances en Moldova», confie-t-elle. Victoria Dunford ne s'est pas contentée d'entretenir les liens qui la rattachent au pays: elle s'est fixé pour objectif d'en faire un endroit meilleur.

En 2012, elle fonde l'ONG MAD-Aid, chargée tout d'abord d'acheminer en République de Moldova du matériel hospitalier anglais mis au rebut. Depuis, un lieu d'accueil pour des enfants en situation de handicap ainsi qu'une résidence pour personnes âgées ont vu le jour. Son engagement a valu à Victoria Dunford une distinction de la part du gouvernement moldave.

Impliquer la diaspora dans le développement du pays

L'exemple de Victoria Dunford n'est pas un cas isolé. De nombreux Moldaves ont quitté leur pays depuis que l'ancienne république soviétique a proclamé son indépendance en 1991. Une émigration qui s'explique par l'absence de perspectives en matière d'emploi ou de formation, une inflation élevée, le manque

d'infrastructures et la corruption. Aujourd'hui, environ un tiers de la population est disséminé dans plus de 30 pays étrangers. La possibilité offerte aux Moldaves d'acquérir un passeport roumain et de s'intégrer ainsi plus aisément au sein de l'Union européenne n'a fait que favoriser cette vague migratoire.

Cette dynamique a généré un cercle vicieux: faute de perspectives professionnelles, les Moldaves quittent leur pays en nombre, ce qui aggrave la pénurie de main-d'œuvre spécialisée et freine le développement économique du pays.

Mené en République de Moldova depuis 2013 par la DDC en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le projet Migration et développement local vise à infléchir cette tendance. Cette année déjà, une troisième phase a débuté. Elle entend renforcer les liens entre les autochtones, la diaspora, les Moldaves rentrés au pays et l'administration locale. «Le principal enseignement a été celui-ci: pour faire bouger les choses, il nous fallait impliquer la diaspora dans le développement du pays», relate Radu

DE L'EXODE À L'ACCUEIL

D'un pays d'exode, la République de Moldova est devenue du jour au lendemain un pays d'accueil, après la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine en février 2022. Plus de 940 000 Ukrainiennes et Ukrainiens ont cherché refuge en Moldova ou ont traversé le pays. Proportionnellement à sa population de 2,6 millions d'habitantes et d'habitants au début du conflit, cet État situé entre la Roumanie et l'Ukraine a accueilli plus de réfugiés ukrainiens qu'aucun autre en Europe. Les autorités étaient dépassées, les infrastructures mal préparées à un tel afflux. Dans le cadre du projet Migration et développement local, le PNUD et la DDC ont mis 50 000 francs à disposition pour répondre aux besoins. Une grande partie des fonds a été directement versée aux associations de villes d'origine, dont les membres étaient les plus à même d'organiser l'hébergement et le ravitaillement des réfugiés au sein de leurs communes d'origine. Au printemps dernier, en Moldova, plus de 80% des réfugiés étaient logés chez des particuliers. Près de 30 associations ont pris part à cette campagne, intitulée «My Locality for Peace».



Danii, du Bureau de coopération suisse en Moldova. «Les Moldaves restent très attachés à leur pays. La plupart d'entre eux y ont encore la majeure partie de leur famille.»

Dorin Toma, du PNUD, y voit une chance lui aussi: «La volonté de soutenir le pays et d'y investir est fortement ancrée au sein de la diaspora.» Les transferts d'argent, estimés à quelque 35% du PIB par la Banque mondiale, ne sont d'ailleurs pas l'unique instrument à cet effet.

Partager un savoir et des idées

Dans le cadre du projet de la DDC, le PNUD a lancé en 2015 la création d'associations de villes d'origine. Leur objectif: faire renouer la diaspora avec les communes dont elle est issue et l'impliquer dans le développement local. Le PNUD a tout d'abord favorisé la mise en place de vastes bases de données qui permettent aux autorités locales d'accéder à des informations relatives aux ressortissantes et ressortissants moldaves vivant à l'étranger, en vue de les contacter. Ensuite, des campagnes de communication menées à large échelle ont encouragé les émigrés moldaves à fonder de telles associations dans leurs

communes d'origine, via un contact direct avec la présidente ou le président de la commune ou les autorités locales compétentes.

«Ce que nous voulions, c'était permettre à la diaspora de partager son savoir et ses idées et de participer activement aux processus décisionnels sur place, souligne Dorin Toma. Elle en retire le sentiment d'être un élément de la solution.» Quant aux communes moldaves, elles ne restent pas impuissantes face à l'émigration, puisqu'elles ont l'opportunité d'œuvrer concrètement à changer la donne.

Pour que les gens restent ou, même, reviennent

On compte aujourd'hui 170 associations de villes d'origine sur l'ensemble du territoire et quelque 200 projets réalisés, dont la population locale bénéficie: des zones piétonnes, des places de jeux, un meilleur approvisionnement en eau, mais aussi des offres culturelles ou la mise en place d'infrastructures touristiques. Les projets sont financés dans une large mesure par les membres de la diaspora et les autorités locales. Les fonds manquants sont soit alloués dans le cadre du projet de la DDC, soit levés au moyen du financement participatif.

Dès le début, Victoria Dunford a, elle aussi, été membre d'une telle association. Dans la petite commune de Mihaileni, dans le nord du pays, où vit encore le reste de sa famille, elle a notamment contribué à végétaliser un parc public et à revaloriser des zones piétonnes. Elle

s'engage également en tant que conseillère de l'alliance des associations de villes d'origine, une initiative encouragée par la DDC et le PNUD et destinée à fédérer les associations existantes en une fédération nationale leur offrant plus de visibilité encore.

«Lentement, mais sûrement, cet engagement de la société civile crée des conditions favorables pour que les gens restent ou, même, reviennent», se réjouit Victoria Dunford. Elle en est convaincue: les changements nécessaires doivent venir des Moldaves. ■

PROGRAMMES NATIONAUX DE RETOUR AU PAYS

Dans le cadre du projet Migration et développement local, différents programmes ont été et sont encore menés à l'échelle de la République de Moldova. En 2015, le gouvernement a adopté «Diaspora 2025», la première stratégie nationale reconnaissant l'engagement de l'État vis-à-vis de l'ensemble de ses citoyennes et citoyens, quel que soit leur domicile. En outre, le programme Diaspora Engagement Hub apporte son soutien aux Moldaves de l'étranger dans la concrétisation d'idées en faveur de leur pays. Tout récemment, le Bureau des relations avec la diaspora a élaboré pour la période 2023-2027 un programme de retour au pays et de réintégration des émigrés. Pour ce faire, il a consulté des représentantes et représentants des différents intérêts au niveau national et local ainsi que des membres de la diaspora et de la société civile moldave. L'objectif principal de ce programme est de positionner la population vivant à l'étranger comme un partenaire du gouvernement, de faciliter un retour au pays et de rendre celui-ci attrayant via l'intégration professionnelle, l'aide à la recherche d'un logement ou un soutien psychologique, par exemple.

Aussi bien ce berger que cet apiculteur avec son équipement ont été soutenus dans le cadre du projet Migration et développement local.

© PNUD





PROTÉGER LES FEMMES ET LES FILLES D'ABORD

Au Myanmar, les violences basées sur le genre ont augmenté depuis la crise du Covid-19 et le coup d'État militaire de 2021. Un vaste programme offre une gamme de services aux survivantes, renforce les capacités de la société civile et sensibilise les communautés aux méthodes de prévention.

Texte : Zélie Schaller

Des larmes de joie inondent ses joues: Hur Jannat est tellement contente de pouvoir retrouver les bancs de l'école. Un jour, son oncle en avait décidé autrement. Prenant en charge la jeune Rohingya depuis la mort de son père, il l'a tout d'un coup considérée trop âgée pour étudier. Hur Jannat a 16 ans. Au Myanmar où elle vit, «les adolescentes ne sont pas autorisées à sortir de la maison et les mariages précoces sont très fréquents», raconte-t-elle. Et c'est précisément le destin auquel la vouait son oncle.

Sans défense, la jeune fille est tombée dans un profond désespoir. Jusqu'à sa participation à une session de sensibilisation consacrée aux violences basées sur le genre notamment. Mis sur pied dans son village, Kun Taing, à l'ouest du pays, l'événement s'inscrivait dans le cadre du programme Femmes et filles d'abord du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), soutenu par la DDC.

Après la session, Hur Jannat a confié ses problèmes à l'animatrice et proposé d'organiser une discussion avec

son oncle. Aussitôt dit, aussitôt fait. Quelques jours plus tard, des échanges ont eu lieu, provoquant une véritable prise de conscience: l'homme a admis avoir pris une mauvaise décision, ne connaissant «ni les droits des femmes ni les conséquences du mariage précoce». Il s'est par la suite engagé à laisser sa nièce poursuivre ses études.

Leaders religieux sensibilisés

Le phénomène du mariage précoce s'est accru récemment. En cause, la crise du



Aide d'urgence, soins et visites médicales à domicile : telles sont quelques-unes des composantes du programme Les femmes et les filles d'abord au Myanmar.

© UNFPA

Covid-19, mais également le coup d'État du 1^{er} février 2021. Ce jour-là, la junte militaire a pris le pouvoir et la dirigeante du pays, Aung San Suu Kyi, a été arrêtée. Depuis, le Myanmar reste en proie à de violents combats entre l'armée d'un côté et les Forces de défense populaires ainsi que les organisations de résistance ethnique de l'autre. Le renversement du pouvoir et la crise sanitaire «ont annulé tous les progrès réalisés par le pays vers une jeune démocratie. La pauvreté s'étant aggravée et l'accès aux services de santé se révélant difficile, la violence à l'égard des femmes et des filles en gé-

néral a augmenté», explique Séverine Weber, cheffe suppléante Coopération internationale à l'Ambassade de Suisse au Myanmar.

Le programme Femmes et filles d'abord soutient ces dernières sur divers plans : médical, psychosocial, juridique et professionnel. Les communautés, la société civile et les leaders religieux sont en outre sensibilisés à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles. Comme Hur Jannat, des milliers d'entre elles ont bénéficié du projet. ■

AIDE SUISSE APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE MOCHA

Le 14 mai dernier, le puissant cyclone Mocha a frappé les côtes du Bangladesh et du Myanmar, provoquant de fortes précipitations, des vagues de tempêtes et des vents violents. Dans l'État de Rakhine au Myanmar, quelque 160 à 400 personnes selon les sources ont perdu la vie. La plupart des victimes sont des Rohingyas. Des milliers de maisons ont été détruites et d'autres infrastructures gravement endommagées. Pour soutenir les populations touchées, la Suisse a versé une contribution de 3,1 millions de francs. Environ 2,4 millions de francs ont été alloués à un fonds de l'ONU, le Myanmar Humanitarian Fund, ainsi qu'à des partenaires dans la région déjà soutenus par la Suisse pour répondre aux besoins supplémentaires engendrés par le cyclone. Les 700 000 francs restants ont été octroyés à titre additionnel au HCR au Bangladesh afin de construire des hébergements sûrs et solides pour les personnes affectées par la catastrophe.



L'AGRICULTURE VIA SMARTPHONE

La révolution numérique est une réalité dans le secteur agricole. Le smartphone aide à identifier les maladies des plantes et leurs remèdes, à évaluer la fertilité des sols ou à vendre des produits. Mais l'agriculture 4.0 comporte aussi des défis.

Texte : Samanta Siegfried

«Bonjour, j'ai un problème. Mon chou chinois semble rongé de l'intérieur. Je n'ai jamais vu cela. Merci de me répondre rapidement!» C'est le message vocal que Teresia Mpunge, une agricultrice de Masasi dans le sud de la Tanzanie, enregistre sur son smartphone à 11h26 avant de le poster sur une plateforme numérique, avec une photo de la plante infectée. À 11h55, une réponse apparaît sur l'écran de son smartphone.

«C'est probablement une espèce de chenille qui dévore la plante depuis la racine. Il faut l'éliminer le plus rapidement possible. Si la quantité est gérable, on peut le faire à la main, sinon avec une bouillie végétale.» Teresia Mpunge participe au projet Macho Sauti, qui signifie «Mes yeux, ma voix» en swahili.

Réseaux de familles paysannes

Le projet se base sur les recherches d'Angelika Hilbeck, chercheuse principale en agroécologie et biosécurité environnementale à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). En collaboration avec le chercheur Eugenio Tiselli et l'organisation SWISSAID, elle travaille depuis 2011 sur le potentiel du

numérique pour promouvoir l'agroécologie auprès des familles paysannes en Tanzanie.

Le principe est simple: il suffit de photographier une situation problématique et de poster la photo sur l'application, avec un message vocal. Tous les utilisateurs et utilisatrices ont accès à cette information. Tant les familles paysannes que les scientifiques ou les conseillères et conseillers agricoles locaux peuvent donner une réponse. La solution est enregistrée sous forme numérique, ce qui permet de créer au fil du temps une vaste base de données de solutions adaptées.

Les agricultrices et agriculteurs formés transmettent à leur tour leur savoir à un groupe d'une quinzaine de collègues qui obtiennent un smartphone. Selon Blaise Burnier, de SWISSAID, environ 3000 familles sont connectées: l'objectif est d'en atteindre 8000. «Le système du message vocal permet de diffuser le savoir agroécologique dans un pays où le taux d'alphabétisation est faible», explique l'expert.

Conseils et commercialisation

En Inde, le numérique progresse également. Lorsqu'un parasite surgit sur leurs plantes, les agricultrices et agriculteurs prennent une photo et la mettent en ligne dans une application nommée Cropwise Grower. L'image est

analysée par un algorithme. La réponse du logiciel a 93% de chances d'être correcte: elle identifie le ravageur, le produit phytosanitaire à appliquer, les quantités adaptées et les mesures de sécurité à respecter.

«Cela permet de s'assurer que l'agricultrice ou l'agriculteur ne recourt pas à n'importe quel produit et l'utilise correctement», commente Elisabeth Fischer, responsable de la transformation et de la durabilité chez Syngenta. Le

DE L'APPLICATION À LA PRATIQUE

Le projet de recherche Agri-Path porte sur l'accessibilité et l'utilité d'une application dans le quotidien des agricultrices et agriculteurs. «Les applis exigent souvent des conseils et un suivi coûteux pour qu'elles soient réellement utilisées», estime Sonja Vogt. La professeure de sciences sociales à l'Université de Berne, spécialisée dans le développement durable des sociétés, est la directrice du projet. «Notre objectif est de définir une application intuitive et motivante pour les paysannes et paysans.» Une recherche technique, mais aussi socio-psychologique, s'avère donc essentielle pour déterminer comment les solutions numériques peuvent stimuler le changement de comportement souhaité. AgriPath est soutenu par la DDC dans le cadre du programme de recherche TRANSFORM, lancé en 2020.

Que faire lorsqu'un parasite s'attaque à une plante?

Le smartphone fournit une aide pratique à ces paysannes tanzaniennes.

© SWISSAID

groupe agrochimique est l'un des plus gros investisseurs dans les applications numériques pour l'agriculture. Toutefois, les drones qui épandent des engrais ou les tracteurs autoguidés sont plutôt testés sur de grandes exploitations, par exemple aux États-Unis ou au Brésil.

L'application ne suffit pas

«Pour les petits paysans et paysannes, ce sont les services de conseil agronomique ou les plateformes de commercialisation qui sont susceptibles de les intéresser», note Elisabeth Fischer. L'application Cropwise Grower est déjà utilisée par des centaines de milliers d'agricultrices et agriculteurs en Inde.

DÉCLARATION CRITIQUE SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

En juin 2023, le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies (CSA) publiait une déclaration critique sur la numérisation de l'agriculture. Le MSCPA reconnaît le potentiel du numérique en matière de souveraineté alimentaire, notamment pour l'échange de données sur les techniques agricoles et l'adaptation agro-écologique au climat. Mais il souligne que l'intelligence artificielle n'est pas objective, puisqu'elle est élaborée par des programmeuses et programmeurs en fonction d'intérêts commerciaux. « Cette numérisation ne se produit pas de manière égale dans toutes les zones géographiques, ce qui crée des terrains de discussion inégaux et laisse de côté les communautés n'ayant pas accès aux technologies, lesquelles deviennent rapidement une condition préalable à la participation aux marchés et aux processus de décision », écrit le MSCPA. Ce dernier observe également un risque de déqualification là où le smartphone remplace la réflexion et l'action autonome des agricultrices et agriculteurs.

Ces deux exemples d'utilisation du numérique en agriculture sont très différents au niveau de leurs approches et de leur portée. Il existe de multiples applications destinées à soutenir les agricultrices et agriculteurs dans leur quotidien, en les aidant à évaluer la fertilité du sol et la météo, à prédire les prix du marché et les récoltes, à simplifier la certification d'une exploitation, à atteindre les consommatrices et consommateurs ou à effectuer des transactions depuis les champs. Ces applications se présentent souvent comme des outils permettant d'augmenter les rendements, de stimuler les pratiques agricoles durables, d'autonomiser les femmes ou de ramener les jeunes à la terre. Mais le numérique est-il la réponse aux problèmes urgents de notre époque ?

«C'était laborieux», relève Blaise Burnier à propos du projet Macho Sauti. Il a fallu aider les familles paysannes à utiliser le smartphone, y compris pour les choses toutes simples. Comment enregistrer un message vocal pertinent ? Ou comment recharger la batterie du smartphone ? «Il ne suffit pas de proposer une application pour transmettre les connaissances nécessaires», poursuit l'expert de SWISSAID. La transmission humaine du savoir joue un rôle clé dans le cadre de Macho Sauti. Le groupe cible sera donc nécessairement plus petit que pour les applications commerciales.

D'autres organisations constatent également que, sans un accompagnement adéquat, les projets numériques ont tendance à s'enliser (voir encadré). Selon Angelika Hilbeck, le projet Macho Sauti s'inscrit dans la durée : «Depuis 2011, nous avons régulièrement séjourné sur place pour identifier les besoins des familles et comprendre la valeur ajoutée que peut apporter telle ou telle application», souligne la chercheuse de l'EPFZ. Le numérique n'a de sens que s'il est développé dans la perspective des utilisatrices et utilisateurs, pointe-t-elle. Or, leur point de vue est rarement pris en compte.

«La plupart des applications sont des produits commerciaux développés par des entreprises de l'hémisphère nord. Pour obtenir des résultats fiables, les agricultrices et agriculteurs doivent entrer de nombreuses données sur leur exploitation. Et personne ne sait si ces données sont réellement protégées ni à quoi elles vont servir par la suite», relève la scientifique. La numérisation de l'agriculture peut même accélérer la perte d'autonomie des petits paysans et paysannes en dévalorisant leur savoir traditionnel.

Le smartphone n'est pas accessible à tout le monde

«Quelle est l'utilité de l'application ? Est-ce que j'aurai des ennuis si elle se bloque ?» Telles sont les questions que les agricultrices et agriculteurs devraient toujours se poser, estime Angelika Hilbeck. «Notre application n'a jamais eu pour but de remplacer quelque chose, elle est un complément.»

Selon Daniel Valenghi, chargé de programme de la DDC pour les systèmes alimentaires en Éthiopie, le numérique est surtout accessible aux paysannes et paysans plutôt aisés. «Il faut avoir accès à l'électricité et à Internet, ce qui n'est pas garanti partout», fait-il remarquer. Un rapport de 2020 constate que, parmi les petits paysans et paysannes du monde entier, seuls 37% ont accès à Internet. Le smartphone n'est de loin pas accessible à toutes et à tous.

La DDC finance de nombreux projets qui font progresser l'agriculture numérique dans le Sud global, dont Macho Sauti ou encore l'application Farmbetter. Celle-ci sert à évaluer par algorithme la résilience d'une exploitation et à proposer des méthodes de culture respectueuses du climat. «Les familles les plus pauvres ont absolument besoin d'une connexion Internet et d'électricité», conclut Daniel Valenghi. C'est la seule solution pour exploiter l'énorme potentiel que l'agriculture numérique réserve au Sud global. ■

DE LA DÉMOGRAPHIE ET DU CONTRÔLE DES NAISSANCES

Depuis quelques années, les démographes, statisticiennes et statisticiens ainsi que sociologues s'alarment. L'Afrique est le continent où la démographie est en pleine explosion, les femmes continuant de donner naissance à six à neuf enfants. Or, les ressources produites par l'ensemble de la force de travail et des appareils d'État ne suffisent pas à prendre en charge les besoins de la population.

Ces réflexions s'appuient sur l'historicité de la démographie de l'Afrique et sur des projections à l'horizon 2050. De 100 millions en 1900, le nombre des Africaines et

Africains a bondi à environ 275 millions en 1960, puis à 640 millions en 1990 pour atteindre aujourd'hui 1,4 milliard. Un chiffre qui devrait grimper à 2,5 milliards en 2050.

Si elles suscitent en Occident des inquiétudes, ces prévisions ne laissent pas indifférents certains gouvernements africains. Au Bénin, la question a fait l'objet d'un point d'attention du Conseil des ministres le 3 mai dernier et des assises nationales se sont tenues en septembre. Intitulé «La croissance démographique et le développement», ce rendez-vous a abordé la thématique en fonction des prévisions dans tous les secteurs de la vie sociale et économique.

Le sujet induit incontestablement une question essentielle dans l'approche du phénomène: la natalité et sa régulation. Un vox populi, effectué par un journaliste de la télévision nationale, a révélé une certaine hostilité des gens contre la limitation stricte des naissances. À la question de savoir s'il y a nécessité de réduire à deux, voire à trois le nombre d'enfants par femme, les Béninoises et Béninois ont estimé qu'il s'agissait d'une question individuelle et qu'au niveau macro le pays n'était pas suffisamment peuplé pour diminuer le nombre de ses habitantes et habitants.

Dans la culture ancestrale, le concept de l'enfant roi, tel qu'il existe ailleurs, peine à prendre corps. Au Bénin, l'enfant est perçu comme une force économique qui doit contribuer, par son labeur, à la prospérité de la famille. D'où l'adoption de la polygamie, machine à produire des bras valides.

À côté de ce modèle, subsiste encore dans les mentalités l'idée selon laquelle une femme n'existe qu'au regard de son statut de mère. La maternité plurielle la valorise et lui confère

un rôle social privilégié. Ainsi, avoir six, sept enfants constitue une source incontestable de richesses: une manière de perpétuer l'héritage familial.

Mais nous sommes en 2023. Alors que s'effectue une transition vers une société moderne intégrant les paradigmes nouveaux liés aux capacités du genre, la femme des campagnes – plus nombreuse et plus pauvre – demeure, en fin de compte, la seule personne pouvant décider de l'avenir de son ventre et de la démographie béninoise. Mais face à des siècles de traditions patriarcales, elle n'en a encore ni la conscience ni le pouvoir. ■



FLORENT COUAO-ZOTTI est écrivain, journaliste et critique d'art béninois. Auteur d'une vingtaine de romans, de nouvelles et de pièces de théâtre publiés chez Gallimard et le Serpent à plumes, il a été distingué par plusieurs récompenses, dont le prix Roland Jouvenel de l'Académie française en 2019. Il vit et travaille à Cotonou, la capitale économique et plus grande ville du Bénin.

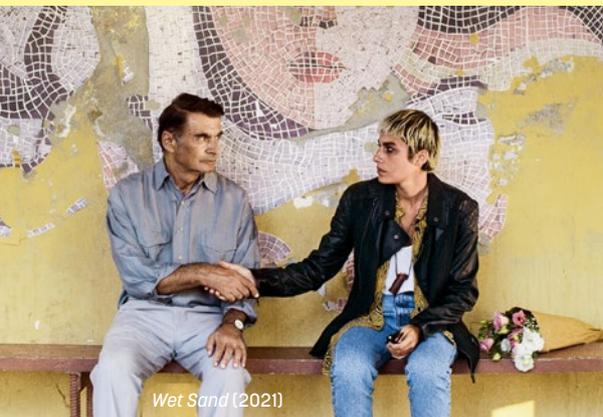
*Othar's Death* (2021)

© trigon-film (6)

L'ART DE NE JAMAIS PERDRE L'HUMOUR

La Géorgie, qualifiée parfois de balcon sur l'Europe, est située entre le Grand et le Petit Caucase, au bord de la mer Noire. Le pays possède une forte identité, qui se manifeste à travers sa langue et son écriture, dans l'art et en particulier dans le cinéma. La création cinématographique de Tbilissi a traversé différentes phases, conservant une étonnante autonomie et un humour tout à fait particulier.

Texte : Walter Ruggle

*Wet Sand* (2021)*And then we danced* (2019)*In Bloom* (2014)



Sandro est enseignant à Tbilissi. À 40 ans, il vit chez ses parents, qui tentent de s'immiscer dans sa vie en le poussant à se marier. Son ami Iva lui conseille de tenter les rencontres à l'aveugle, mais cela ne fonctionne pas vraiment. Sandro finira tout de même par tomber amoureux, lors d'une excursion à la mer Noire: son élue, Manana, est coiffeuse et a un mari en prison. Lorsque celui-ci est libéré, la vie de Sandro prend une tournure surréaliste. Nous voilà au cœur du cinéma géorgien.

Blind Dates est le premier film de Levan Koguashvili, né en 1973 à Tbilissi et formé à l'école de cinéma de Moscou,

la filière normale pour la création cinématographique jusque dans les années 1990. Nous prenons ce film comme exemple, car Levan Koguashvili sait se concentrer sur l'essentiel. Il livre un regard bienveillant sur des personnages qui portent le blues de l'époque sur leurs frêles épaules et se perdent dans leur monde à la fois trop petit et trop grand.

Un rythme laconique

L'approche du cinéaste géorgien s'inscrit dans une tradition qui, dès l'époque soviétique, se démarquait agréablement des diktats de Moscou. Les réalisatrices

et réalisateurs géorgiens se focalisent sur le quotidien et affectionnent des personnages qui évoluent dans des décors aussi parlants que l'action elle-même. Loin de l'agitation, c'est un rythme laconique et sobre qui se déploie, à l'opposé de toute exaltation. Quoi qu'il arrive, les personnages portent leur destin avec stoïcisme.

Les ancêtres de ce cinéma, du temps de l'Union soviétique, s'appelaient Otar Iosseliani (*Pastorale*, 1975) ou Eldar Schengelaja (*Les Montagnes bleues*, 1983): deux cinéastes qui donnaient à voir le cours des choses dans l'immobilité du temps, avec un regard à la fois serein et aigu.



Blind Dates (2013)



Pipeline Next Door (2005)

Que leurs œuvres s'attachent à la poésie de la vie qui s'écoule ou à l'absurdité de la bureaucratie, elles portent la marque d'un regard espiègle, d'une ironie fine, d'un humour grinçant. Fuyant les interventions de la censure, Otar Iosseliani choisira l'exil, comme son collègue Dito Tsintsadze ou les réalisatrices Nana Djordjadzé et Nino Kirtadzé.

Ce qui frappe dans l'histoire du cinéma géorgien, c'est la présence des femmes. Citons Lana Gogoberidzé, présidente de l'International Association of Women Directors dès 1988. «La Géorgie est une petite nation isolée et abandonnée, entourée de grands et puissants pays. Ils nous ont combattus et envahis, ont détruit nos cathédrales et nos églises. Mais nous avons survécu. Ce qui est plus important encore, c'est que notre culture aussi a survécu», écrit-elle dans son autobiographie.

L'avant-garde de Tbilissi

Après une brève phase d'indépendance, l'avant-garde de Tbilissi émerge dans les années 1920. *Ma grand-mère* (1929), satire antibureaucratique de Konstantin Mikaberidzé, sera le premier film à être interdit en Géorgie. Sous la chape de plomb du régime de Staline, Géorgien de naissance, le dictateur en personne visionnait tous les films et décidait de leur autorisation. Après sa mort en 1953, le nouveau dirigeant Khrouchtchev entame une période de «dégel». Et c'est précisément un Géorgien qui lancera une petite vague de libération cinématographique: Mikhaïl Kalatozov remporte la Palme d'or de Cannes avec *Quand passent les cigognes*, sorti en 1957.

Une fois l'indépendance retrouvée, le Centre national de la cinématographie est créé en 2001. George Ovashvili, qui a connu le succès international avec *The Other Bank* (2010) et *Corn Island* (2014), revient sur cette période: «Après l'effondrement de l'Union soviétique, le pays ne s'est pas donné les moyens de mettre en place une nouvelle industrie cinématographique. Au début des années 2000,

nous avons lancé une nouvelle ère du cinéma, mais, jusqu'à présent, aucun gouvernement ne comprend pourquoi la Géorgie en aurait besoin. Nos productions ne s'inscrivent pas dans un cinéma géorgien, c'est plutôt le résultat de la lutte de quelques individus qui veulent faire des films.»

En regardant les films géorgiens, on se rend vite compte que rien ne se fait sans coproductions, même avec un budget total qui équivaut à un dixième d'une création suisse. La France est un partenaire privilégié, des cinéastes exilés produisant depuis leur pays d'accueil alors qu'elles et ils tournent en Géorgie. On voit apparaître des productions «géorgio-germano-bulgaro-tchéco-turco-luxembourgeoises». Selon George Ovashvili, les contraintes financières ne sont pas totalement négatives: «Sur notre plateau, nous avons treize drapeaux et treize langues différentes. Le résultat est un langage unique et universellement compris: le cinéma. Je pense que la diversité des équipes donne de la force au thème universel du film.»

La guerre en Ukraine change tout

Avec leur regard contemplatif, les films géorgiens égrainent une série de thèmes quotidiens et parfois tabouisés. Dans *Pipeline Next Door*, Nino Kirtadzé suit la construction d'un pipeline à travers le Caucase. Elle décrit l'ingéniosité de la population rurale face à l'inéluctable (Prix du cinéma européen 2005). *In Bloom* (2014), réalisé par le couple germano-géorgien Simon Gross et Nana Ekvtimichwili, raconte comment la vie de deux jeunes filles bascule à Tbilissi, marquée par la guerre civile en 1992. Le film sera projeté au festival de Cannes.

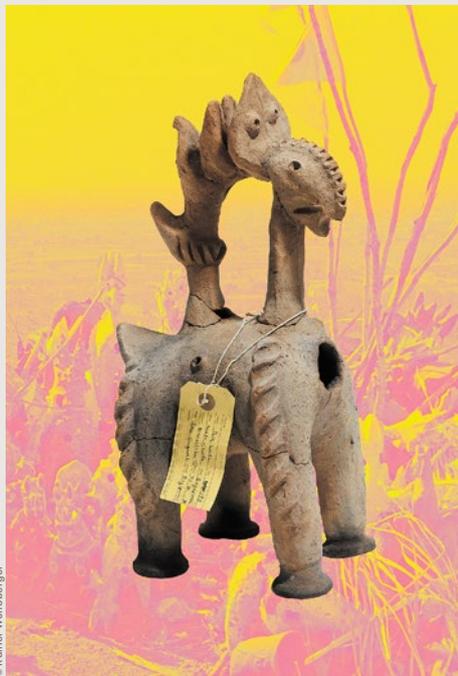
Dans *And Then We Danced* (2019), Levan Akin retrace l'histoire d'amour de deux jeunes hommes, membres du ballet national géorgien. Un film qui fera bondir les milieux nationalistes homophobes, appuyés par l'Église orthodoxe. Deux ans plus tard, *Wet Sand* d'Elene Navariani évoque à nouveau une vie secrète

qui réunira cette fois-ci deux femmes dans un amour partagé.

Avec ses 3,5 millions d'habitantes et d'habitants, la Géorgie est un pays pauvre marqué par le patriarcat et la religion chrétienne orthodoxe. Le rôle de femmes semble d'autant plus important, dans *Wet Sand* comme dans *Otar's Death* (2021). Cette création d'Ioseb Bliadzé met en scène deux mères célibataires aux prises avec une situation impossible: lorsqu'un adolescent renverse un vieil homme, la famille de celui-ci décide de tirer profit de sa mort. Un récit marqué par la corruption dans une société déchirée entre la campagne et la ville.

En 2022, la guerre en Ukraine a entraîné l'arrivée de plus de 120 000 personnes plutôt aisées fuyant la Russie. En août dernier, un producteur de film géorgien me décrivait la situation ainsi: «Notre vie a beaucoup changé à la suite de la guerre. Malheureusement, les Russes se sont installés en grand nombre en Géorgie: ils achètent des maisons, des appartements et des magasins. L'agression russe affecte tous les aspects de notre vie, y compris le cinéma.» ■

* *Walter Ruggle, auteur indépendant, a dirigé de 1999 à 2020 la fondation trigon-film, institution engagée pour le cinéma du Sud et de l'Est du globe.*



© Rainer Wolfisberger

ITINÉRAIRES DE L'ART

(bf) Le Musée Rietberg de Zurich est l'un des musées d'art non occidental les plus connus d'Europe. Une vaste exposition lui donne l'occasion de se confronter à l'histoire de sa propre collection, qui ne manque pas d'ambivalence. Depuis sa fondation en 1952, cette institution réunit en un même lieu des œuvres d'art exceptionnelles provenant de différentes civilisations du monde entier. Toutefois, comment ces objets sont-ils entrés au musée et par quelles voies? Quels changements matériels, quels glissements de sens ont-ils subis en cours de route? Grâce à l'exposition *Itinéraires de l'art*, le Musée Rietberg explore ces voies et permet de comprendre, à l'aide d'une vingtaine de postes, qui était impliqué dans les acquisitions et le commerce de ces œuvres et à qui elles ont appartenu avant de se retrouver au musée. L'exposition se concentre donc sur des questions de provenance. La biographie des objets d'art est intimement liée à des rencontres et à des relations, riches en facettes, entre des personnes, des institutions et des pays, auxquelles une attention particulière a été accordée ici. Tout comme le catalogue publié en parallèle, l'exposition apporte une contribution précieuse à un débat d'une grande actualité sur le statut et l'importance, pour le Nord, de l'art non occidental.

Itinéraires de l'art, exposition au Musée Rietberg de Zurich, jusqu'en mars 2024; le catalogue (en allemand et en anglais) est édité par Scheidegger & Spiess, Zurich, 2023

FILMS

CONCRET, RESPONSABLE, OPTIMISTE



(ca) Le documentaire *Kiss The Ground* montre que nos sols auraient le potentiel nécessaire pour stabiliser le climat et ses écosystèmes, ou même les régénérer. En s'entretenant avec des personnes actives dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des sciences naturelles, au sein d'associations de protection de l'environnement ou encore dans le monde du cinéma et des médias, Woody Harrelson, comédien et militant écologiste, cherche à savoir comment réduire la quantité de

carbone dans l'atmosphère et comment le stocker dans les sols. L'approche du film est optimiste, porteuse d'un message: tout le monde peut contribuer à régénérer les écosystèmes et à endiguer les atteintes au climat. La clé du problème se trouve dans nos sols, qui remplissent de multiples fonctions. Si ce documentaire offre une introduction au sujet, il met aussi particulièrement en évidence l'urgence d'agir. *Kiss the Ground*, documentaire de Woody Harrelson; <https://catalogue.education21.ch> (recherche: *Kiss the Ground*)

SPEED DATING À SARAJEVO



(wr) L'histoire que raconte la réalisatrice macédonienne Teona Strugar Mitevska dans *The Happiest Man in the World* est basée sur des faits réels vécus par la scénariste bosniaque Elma Tataragić. De nombreuses années plus tard, celle-ci se retrouvera nez à nez avec l'auteur de l'attentat dans lequel elle a été blessée durant le siège de Sarajevo. Faire une expérience, une rencontre. Comprendre, assimiler. Comment transposer une telle expérience au cinéma? La réalisatrice et la scénariste ont opté pour le décor saugrenu d'un speed dating, un cadre idéal pour des rencontres potentiellement explosives. Deux sympathiques animatrices en léopard accueillent des hommes et des femmes en quête du grand amour. Parmi eux, Asja et Zoran. Bientôt, plus de doute: à aucun moment, ce cadre n'offrira une quelconque sécurité. Chaque instant est porteur de nouvelles surprises. La caméra participe de la mise en scène fluide de Teona Strugar Mitevska: le moindre battement de cil est rendu perceptible et les spectatrices et spectateurs se trouvent pris dans un tourbillon irrésistible. Il va sans dire que ce film est plus actuel que jamais dans un contexte d'agression de la Russie en Ukraine. *The Happiest Man in the World*, de Teona Strugar Mitevska; le DVD (VO/d/f/i) est paru chez *trigon-film* et comprend, en bonus, un entretien avec la réalisatrice; www.trigon-film.org

À ÉCOUTER



(bf) Le podcast de la DDC intitulé *Un plus pour l'humanité* paraît une fois par mois et traite de divers thèmes de la coopération internationale et de l'aide humanitaire. Il donne la parole à des expertes et experts de la DDC, de pays et d'organisations partenaires ainsi qu'à des personnes sur le terrain qui présentent des projets et évoquent le quotidien des populations. «Penser global, agir local: la localisation et la coopération internationale», «Projet pommes de terre en Mongolie: les graines ont germé» ou «Le CSA: 50 ans au service de l'humanitaire» sont quelques-uns des thèmes abordés récemment. Podcast Un plus pour l'humanité, www.eda.admin.ch/deza/fr (recherche: podcast)

LIVRES

UNE FEMME AFGHANE SOUS LES TALIBANS



(zs) «Ils se rapprochent. Mes doigts griffent la vitre. Sur le trajet, des silhouettes se mettent à courir. Les femmes en premier. Mains sur la bouche, elles pleurent. Et elles crient. Un cri bestial. Un cri de mort. Eux aussi crient. *Allah Akbar*; Dieu est grand. Puis ils tirent. En l'air, d'abord. Mon sang se fige. Plusieurs soldats afghans tentent de les freiner. De riposter. Mais ils sont trop nombreux. Surexcités par leur soif de reconquête.» La scène se déroule le 15 août 2021: les talibans parviennent aux portes de Kaboul. Féministe et consultante pour l'ancien gouvernement, Khatera Amine est contrainte à la clandestinité. Comment survivre et continuer à se battre pour les femmes, sachant que le risque de dénonciation est grand? Comment défendre la liberté

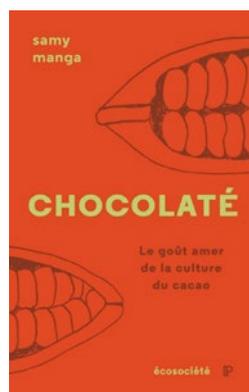
à laquelle on aspire? La jeune femme livre un témoignage fort et courageux. *Khatera Amine, Maurine Bajac, Je vous écris de Kaboul...*, *Albin Michel, Paris, 2023*

CHRONIQUES DE GUERRE



(zs) «Au début, nous ne comprenions pas que c'était la guerre», relate Andreï Kourkov. L'écrivain ukrainien a commencé à tenir un journal dès l'invasion de son pays par la Russie, en février 2022. Il décrit comment une société pacifique fait face à l'occupation et montre un peuple uni, déterminé à rester debout. Profondément attachée à sa liberté, la population «résistera jusqu'à la fin», déclare-t-il. Des grands-mères quittent leurs foyers avec leurs coqs sous les bras, des enfants viennent au monde dans les caves, les familles paysannes cultivent leurs champs en dépit des bombardements: l'espoir demeure malgré l'horreur. Toutes et tous rêvent de paix. Un récit vivant, touchant et drôle parfois. *Andreï Kourkov, Journal d'une invasion*, *Les Éditions Noirs sur Blanc, Paris, 2023*

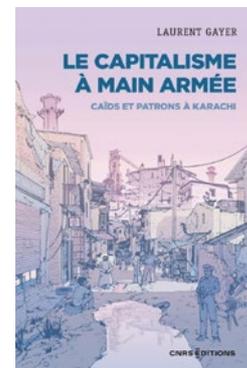
LE GOÛT AMER DU CHOCOLAT



(zs) Abéna a dix ans. Il travaille avec son grand-père dans les plantations de cacao. À travers le parcours du jeune garçon, l'écrivain et militant écologiste Samy Manga dévoile l'envers de la culture du cacao, «dictature de l'or vert». Son récit s'avère être une enquête très documentée, dénonçant un système inique. Pour

les pays producteurs africains qui ne bénéficient que d'une infime partie des dizaines de milliards de dollars dégagés chaque année par l'industrie, la culture du cacao a un goût bien amer. Pauvreté des familles agricoles, travail forcé des enfants, empoisonnement aux pesticides, contamination des eaux et des sols, déforestation massive, perte de biodiversité: les dégâts sont nombreux. «Mais il nous faudra bien un de ces quatre arrêter l'expansion criminelle de ces tontons flingueurs et refuser fermement de continuer d'exister à genoux, et par procuration, sur nos propres terres», s'insurge l'auteur. *Samy Manga, Chocolaté. Le goût amer de la culture du cacao*, *Écosociété, Paris, 2023*

DANS L'ENFER DU TEXTILE PAKISTANAIS



(zs) Le 11 septembre 2012, un incendie ravageur dans une manufacture à Karachi coûte la vie à 255 ouvrières et ouvriers des Ali Entreprises, fabriquant des jeans pour le compte du groupe allemand Kik. Il aura fallu seize heures pour éteindre les flammes. Menée de 2015 à 2022, l'enquête de Laurent Gayer part de ce drame pour ensuite plonger dans les méandres de la capitale économique pakistanaise et de son industrie du textile, dominée par la violence, la corruption et l'illégalité. L'auteur s'est entretenu avec de nombreux employés, cadres, militants syndicaux, avocats et inspecteurs du travail. Son nouvel essai montre l'envers de la production des vêtements que l'on porte tous les jours. Un secteur qui file du mauvais coton. *Laurent Gayer, Le capitalisme à main armée. Caïds et patrons à Karachi*, *CNRS Éditions, Paris, 2023*

FORMATION CONTINUE

Au semestre de printemps 2024, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose les formations continues suivantes:

- Planning and Monitoring of Projects (12-16.2)
- Towards Food and Nutrition Security (26.2-1.3)
- Mediation Process Design: Supporting Dialogue and Negotiation (4-8.3)
- Evaluation of Projects and Programmes (11-15.3)
- Contemporary Development Debate (18-19.3)
- Leveraging Private Impact Investors in Development Cooperation (20-22.3)
- Climate Change and Development (8-12.4)
- Market Systems Development (MSD) to Reduce Poverty (22-26.4)
- Resilience Building for International Development Placements (6-7.5)
- Design Thinking for Sustainable Development (13-15.5)
- Foundation of Leading Change (23-24.5)
- Fragile Contexts - the Nexus between Humanitarian Aid, Peace and Development (25-31.5)
- Finance for the 2030 Goals and the Climate Emergency (3-5.6)
- Natural Resource Governance and Development: Policies and Practice (10-21.6)

Renseignements et inscription:

www.nadel.ethz.ch

DIVERS

Vous souhaitez obtenir des informations de première main sur la politique étrangère de la Suisse? Les intervenantes et intervenants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) se tiennent à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour des exposés et des débats sur de nombreux sujets de politique étrangère. Ce service de conférences, gratuit, n'est proposé que sur le territoire suisse. Un effectif minimum de 30 participantes et participants est requis.

Informations: Service de conférences, Communication DFAE, Palais fédéral ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, e-mail: vortragsservice@eda.admin.ch

COUP DE CŒUR



© Benoît Monney

Femmes et identité

Réalisatrice et scénariste suisse-kosovare, Elena Avdija explore la construction identitaire et les violences basées sur le genre à travers ses documentaires.

Née à Pristina au Kosovo, je suis arrivée à Delémont, dans le Jura, lorsque j'avais deux ans. Militant indépendantiste, mon père ne pouvait plus travailler dans son pays. À la fin des années 1980, il a débarqué en stop en Suisse, où il a pu obtenir le statut de réfugié et faire venir sa famille. Comme pour tous les enfants immigrés sans doute, les questions « Qui sommes-nous dans ce monde ? » et « Où nous situons-nous ? » ont marqué mon adolescence. Une recherche d'identité qui transparait dans mon court-métrage intitulé *D'ici ou de là-bas*? Ce documentaire brosse le portrait de quatre jeunes adultes d'origine kosovare ayant grandi en Suisse, sur fond d'archives personnelles, pour explorer le rapport à la langue, la transmission de la mémoire et les tensions liées à l'argent qui pèsent sur la diaspora. Au Kosovo, l'économie se révèle très fragile. Les gens doivent se débrouiller et redoubler de créativité pour survivre. Dans cette galère, émerge une génération d'artistes très prolifiques. Une rébellion artistique, telle une nécessité vitale. J'apprécie particulièrement l'artiste plasticienne Kaltrina Rrustemi. Son travail, personnel et intime, me touche directement, évoquant le sentiment complexe d'appartenance à tel ou tel pays auquel font face les membres de la diaspora. Une vague de réalisatrices kosovares déferle en outre sur les festivals internationaux. À l'instar de Blerta Zeqiri et de sa sœur Lendita Zeqiraj. Le travail de la première se concentre sur les personnes disparues et les questions relatives aux droits des LGBT, tandis que celui de la seconde traite des violences faites aux femmes. Les violences sexistes et sexuelles intéressent fortement également la féministe que je suis. Je les aborde dans mon long métrage *Cascadeuses*, sorti l'an dernier.

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable),
Martina Waldis (coordination globale),
Beat Felber, Marie-Noëlle Paccolat,
Rosalyne Reber, Nicolas Saameli, Pascal Schwendener, Don Sebastian, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 34500 exemplaires

Couverture: dans le village de Hijjinle, au nord-ouest du Somaliland, le chameau Baarud, âgé de cinq mois, s'amuse à tirer sur le hidjab d'Aadar Mohamed..
© Nichole Sobecki/VII/Redux/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

«La distance entre deux communautés peut atteindre une centaine de kilomètres. Les équipes passent généralement la nuit sur place. Elles vaccinent et soignent à la fois les animaux et les personnes malades. Le lendemain, elles visitent la communauté suivante.»

Anthony Odhiambo, page 15

«Je ne peux reprocher à aucun père de famille de ne pas être attiré par le militantisme écologiste alors que tout ce qu'il a en tête, c'est comment payer l'écolage de ses enfants et où dénicher le prochain repas.»

Joël Yodoyman, page 27

«La Géorgie est une petite nation isolée et abandonnée, entourée de grands et puissants pays. Ils nous ont combattus et envahis, ont détruit nos cathédrales et nos églises. Mais nous avons survécu. Ce qui est plus important encore, c'est que notre culture aussi a survécu.»

Lana Gogoberidzé, page 44
